

PROCÈS MAZAN «Ces hommes me voient comme une poupée de chiffon» PAGES 12-13

Libération

MICHEL BARNIER À MATIGNON

**APPROUVÉ PAR
MARINE LE PEN**

Deux mois après les législatives qui ont vu la droite sombrer, c'est pourtant un Premier ministre LR qu'Emmanuel Macron a choisi, avec l'aval du RN. PAGES 2-7

Michel Barnier à Matignon jeudi, lors de la passation de pouvoir avec Gabriel Attal. PHOTO ALBERT FACELLY

Libération

M 00135 - 506 - P. 2,70 €

PUBLICITÉ

NICK CAVE & THE BAD SEEDS

WILD GOD

NOUVEL ALBUM • MAINTENANT DISPONIBLE

inter

IMPRIMÉ EN FRANCE / PRINTED IN FRANCE Algérie 1,80 €, Allemagne 3,20 €, Andorre 3,20 €, Belgique 2,70 €, Canada 5,30 \$, DM 3,20 €, Espagne 3,20 €, États-Unis 5,20 \$, Grande Bretagne 2,90 €, Grèce 3,20 €, Italie 3,20 €, Liban 7800 LBP, Luxembourg 2,70 €, Maroc 29 Dh, Pays-Bas 3,20 €, Portugal (continental) 3,60 €, Suisse 3,60 FS, Suisse alémanique 3,60 FS, Tunisie 8,70 DT, Zone CFA 2600 CFA.

EDITORIALPar
DOV ALFON**Position contraire**

L'engin de la dissolution lancé par Emmanuel Macron a enfin atterri en catastrophe, soixante jours tout juste après le second tour des élections législatives.

Michel Barnier, vieux routard du parti moribond LR, a été nommé Premier ministre jeudi à l'heure du déjeuner et a débarqué à Matignon pour une passation de pouvoirs avec Gabriel Attal avant le dîner. C'est que chaque minute de pouvoir compte, surtout quand votre principal attrait est que Marine Le Pen, consultée en amont, s'est dite «prête à attendre» votre premier discours avant de décider si le Rassemblement national voterait votre destitution. Cette période d'indulgence – on peine à utiliser le terme consacré de période de grâce – démarre sur les chapeaux de roues, puisque le matin même, le député RN Jean-Philippe Tanguy qualifiait aimablement Michel Barnier de «fossilité de la vie politique», se plaignant au micro de France Inter que le camp présidentiel «fait du Jurassic Park en permanence». A vrai dire, le titre du film venant à l'esprit dans cette séquence politique serait plutôt *Vol au-dessus d'un nid de coucou*, où tous les patients simulent une appartenance qui ne leur appartient pas. Arrivé en 2021 troisième de la primaire d'un parti qui n'a recueilli que 5,41% des suffrages lors des dernières législatives, Michel Barnier est maintenant qualifié de «grand négociateur», de «grand élu local», de «grand diplomate». Beaucoup de grandeur pour un poste qui consistera surtout à ne fâcher ni Le Pen ni Macron, et à réconcilier Bercy et Bruxelles dans une position contraire à celle qu'a connue le nouveau Premier ministre lors des négociations sur le Brexit: tous les atouts sont chez les autres.

A peine arrivé, le nouveau Premier ministre était trôné par l'ancien, Gabriel Attal énumérant tous les chantiers qu'il aurait mis en œuvre: il n'avait pas été remercié par une cabale mal goupillée à l'Élysée, finissant ses phrases sur les projets de loi édictés par un «il est sur votre bureau» digne de Molière. Terriblement ennuyé dans ses livres et dans le débat télévisé qui l'avait conduit lors de la primaire LR, Michel Barnier a agréablement surpris sur la forme, empruntant à ces chers Britanniques un humour pince-sans-rire qui lui permit de recadrer gentiment mais fermement son jeune prédécesseur. Sur le fond, par contre, il n'a pas attendu pour annoncer une «rupture» et assomoir les marottes du RN qui sont désormais les siennes, la lutte contre l'immigration, contre l'insécurité et contre l'écologie punitive (rebaptisée «la dette écologique»), équilibrées par «l'école et les services publics», le tout en critiquant sévèrement non pas la méthode Attal de gouvernance, mais bel et bien la méthode Macron. Surnommé dans son camp «Major Thompson», du nom du protagoniste de Pierre Daninos, le vieillard alerte qui explique dans ses *Carnets* que «le pouvoir vous échappe des mains à peine l'a-t-on saisi», Michel Barnier tiendra-t-il plus longtemps que Gabriel Attal à Matignon? Huit mois paraissent soudain une période bien longue, on serait tenté cette fois de dire: une période de grâce. ♦

Barnier à Matignon, le plan B

En campagne discrète depuis des semaines et habile négociateur, l'ancien commissaire européen a profité de l'hostilité du RN à l'égard de Xavier Bertrand pour devenir le cinquième Premier ministre d'Emmanuel Macron.

Par
JEAN-BAPTISTE DAULAS
et **LAURE EYQUY**
Photo **ALBERT FACELLY**

Sur le tapis rouge, l'armée. Près de deux mois après l'arrivée en tête du Nouveau Front populaire aux législatives, c'est un Premier ministre de droite qui est entré à Matignon jeudi. Armé de «beaucoup d'humilité», de «la sagesse que donnent les cheuveys blancs», et d'une «forme olympique», Michel Barnier, 73 ans, plus vieux chef de gouvernement de la V^e République, déloge le plus jeune, Gabriel Attal. Cet ancien monde qu'Emmanuel Macron pensait avoir dynamité est de retour. C'est à l'ancien ministre de Jacques Chirac, à la longue carrière savoyarde, nationale et européenne que s'agrippe le chef de l'Etat pour sortir de la crise créée par sa dissolution ratée.

«DÉNI DÉMOCRATIQUE»

Pendant une poussive passation de pouvoir entre Attal et Barnier, chacun y allant d'un couplet en hommage à sa génitrice, le nom d'une autre femme puissante n'est jamais prononcé: celui de Marine Le Pen. C'est pourtant à l'Assemblée de la cheffe du Rassemblement national que Barnier doit son arrivée à Matignon. Consultée à plusieurs reprises par Emmanuel Macron, la patronne du RN, forte de 126 députés, a barré les noms du président LR des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, son ennemi local, et de l'ex-Premier ministre de François Hollande, Bernard Caze-

neuve. Michel Barnier, lui, ne sera pas censuré tant qu'il respectera un «critère»: s'adresser au RN «de la même façon» qu'aux autres groupes.

A peine arrivé à Matignon, Barnier a courbé l'échine, promettant «écoute et respect» à «toutes les forces politiques» représentées au Parlement. «Et je dis bien toutes les forces politiques», a-t-il insisté. L'extrême droite n'a pas fini de faire danser le Président et son Premier ministre, dont le bail durera le temps que Le Pen et ses troupes le voudront. Éclatante revanche du RN sur le front républicain pratiqué le 7 juillet par les électeurs de gauche, qui ont des raisons d'être pris de dégoût. «L'élection a été volée aux Français», a aussitôt réagi Jean-Luc Mélenchon. «Le déni démocratique porté à son apogée: un Premier ministre issu du parti qui est arrivé en quatrième position et n'a même pas participé au front républicain», s'indigne le premier secrétaire du PS, Olivier Faure. Nous entrons dans une crise de régime. Les quatre groupes du NFP promettent le dépôt d'une motion de censure contre Michel Barnier.

Barnier a reçu jeudi les félicitations ou les compliments d'Élisabeth Borne et Cazeneuve, écartés au terme de presque deux mois de consultations surréalistes. Refusant des juillet de nommer Lucie Castets, candidate du NFP, Emmanuel Macron a invoqué un critère de «stabilité» qui n'existe nulle part dans la Constitution pour rechercher un Premier ministre modéré ne risquant pas d'être immédiatement renversé à l'Assemblée. L'ex-négociateur du Brexit a

mené cet été une campagne discrète pendant que le Président s'enfermait dans les vêts et lignes rouges des différents groupes. Dans la dernière ligne droite, il revient dans le circuit via le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler, qui le préfère à Xavier Bertrand. Un rendez-vous avec Emmanuel Macron mercredi, puis un autre jeudi midi, et l'affaire est conclue.

TRACTATIONS DURAILLES

Quitte à confier les rênes à une pointure LR, certains macronistes, pas contrariants à l'égard d'un RN bien éduqué, voyaient en Barnier un Bertrand «sans les aspirations» qui, lui, ne voulait pas Marine Le Pen et «n'a pas tapé sur la queue du Président pendant sept ans». Rompu aux tractations durailles, il pourrait être celui qui arrache d'improbables coalitions, espère-t-on dans le bloc central où on trouve une autre qualité au septuagénaire: rangé des voitures, Barnier n'a pas d'ennemis dans tous les coins, et n'a plus (a priori) de prétentions présidentielles. Sur le fond, les élus Renaissance, qui s'inquiétaient de voir leur programme détricoté, peuvent souffler. Avec Barnier, la ligne proeuropéenne, libérale en économie, dure sur le régional, a de beaux jours devant elle et ce n'est pas lui, partisan d'un report de l'âge légal à 65 ans, qui touchera à la réforme des retraites. Si certains pleurent l'occasion manquée d'une coalition avec la gauche modérée, les partisans du Président font endosser le choix d'un homme de droite aux socialistes. Accusés d'avoir campé sur l'option Lucie Castets quitte à planter l'hypothèse

Bernard Cazeneuve, ceux-ci ont le dos large. «Dès lors que les socialistes n'enviaient aucun autre nom, le Président était obligé de changer de barycentre. Sa première responsabilité était de nommer un Premier ministre qui n'allait pas être censuré avant même d'avoir formé son gouvernement. C'est du pragmatisme», défend le député EPR Antoine Armand. «Quand les partis démocrates et républicains ne font pas l'effort de négocier, ça renforce l'extrême droite et l'extrême gauche radicale qui se nourrissent de ce chaos», pointe son collègue Guillaume Gouffier-Valente. Cette promotion vintage est tout de même douloureuse pour ceux qui ont cru, en 2017, pouvoir révolutionner les pratiques et faire émerger de nouveaux visages. «Barnier est un remarquable cold case. Une affaire classée (à droite) ressortie des rayons d'archives. Et, littéralement, un «cas froid», l'assaisonne un pilier du groupe EPR.

Mais d'autres, qui plaident depuis deux ans pour une alliance avec la droite, voient leur rêve exaucé. Ils évitent de se réjouir trop fort. «On est très contents, on prônerait ce mariage, conforme à ce qu'on pense et structurant pour l'avenir», applaudit un député de l'aile droite, qui se reprend: «La condition pour qu'il dure c'est précisément l'affirmation d'une forme d'alternance.»

Edouard Philippe, lui, ne prend pas la peine de cacher sa satisfaction: «Nous serons nombreux à l'aider», promet le candidat (Horizons) à la prochaine présidentielle. Dans des communications sobres, le Modem «prend acte» et Renaissance fait valoir ses «exigences». Mieux vaut garder le triomphe modeste pour ne pas dissiper le «parfum» de copabitation vendu par l'Élysée. À quel point ce Premier ministre sans troupes, qui ne doit sa légitimité qu'à Macron, s'inscrira dans un rapport de force avec l'Élysée? «Il a passé l'âge d'être un collaborateur», veut croire un sénateur LR. Une autre vieille connaissance l'imagine «déférer avec le Président mais sachant défendre son bout de gras». Écoulant Gabriel Attal énumérer les dossiers qu'il laissait sur son bureau, Michel Barnier a souri, indiquant qu'il se permettrait d'y mettre sa «plus-value». Et semble faire son marché: s'il retient l'école comme priorité, la sécurité du quotidien et la maîtrise de l'immigration, il promet «des changements et des ruptures». Avant les figures libres, un exercice imposé: le Premier ministre devrait passer sans encombre l'épreuve de la censure, mais risquera à peu près le débat budgétaire qui s'annonce sévère, vu l'état lamentable des comptes publics. Au risque de trébucher sur la série de 49,3 qu'il sera condamné à activer à l'automne. ♦



La cérémonie de passation de pouvoir entre Gabriel Attal et Michel Barnier, jeudi à Matignon.

De l'UE à Paris, un politique qui insiste et signe

Quatre fois ministre, député, sénateur, commissaire européen, négociateur du Brexit... A 73 ans, l'insaisissable nouveau chef de gouvernement termine un long parcours.

Lorsqu'on croit en avoir terminé avec Michel Barnier, il resurgit là où ne l'attendait pas tel le sparadrap du capitaine Haddock dans *L'affaire Tournesol*. A 73 ans, le voilà plus vieux Premier ministre de l'histoire de la V^e République – record de Pierre Bérégovoy battu – après avoir été, souvent, le plus jeune de sa catégorie : conseiller général à 22 ans, benjamin de l'Assemblée nationale en 1978, président du conseil départemental de la Savoie à 30 ans... «*La jeunesse est un défaut que l'on corrige chaque jour davantage*», répondait-il en 2021, citant Raymond Poincaré, lorsque des mauvaises langues mentionnaient son âge face à ses concurrents de la primaire présidentielle du parti Les Républicains. Sur le perron de Matignon, quarante ans le séparaient, jeudi, de son successeur, Gabriel Attal. Le CV de ce père de trois enfants est long comme le bras : conseiller de plusieurs ministres, conseiller général, président de conseil général, député, sénateur, député européen, ministre (quatre fois sous trois présidents), commissaire européen (deux fois), conseiller

spécial du président de la Commission, négociateur du Brexit... C'est d'ailleurs dans cette dernière fonction qu'il a connu l'apogée de sa carrière, en réussissant à conduire vers la sortie le Royaume-Uni, le 31 janvier 2020, à l'issue de négociations à la fois folles et techniquement complexes. Après sa tentative malheureuse d'obtenir l'investiture de LR pour la présidentielle de 2022, on le croyait définitivement rangé des voitures. Mais les vieux artistes ont toujours du mal à raccrocher.

ABSENCE DE SURMOI

On imagine sans peine le calvaire qu'ont dû vivre les Britanniques. Ce Savoyard, natif de La Tronche (Isère), est moins un «*montagnard qui ne rechigne pas devant l'effort*», comme il le répète à longueur de journée, qu'un boxeur expert en absorption, cette technique qui accompagne les coups pour mieux annihiler leurs effets et épuiser l'adversaire. Rien d'étonnant à ce que deux Premiers ministres de sa gracieuse majesté, Theresa May et Boris Johnson, se soient cognés sur ce négociateur insaisissable.

Michel Barnier n'a pas changé d'un iota depuis une première rencontre, le 3 juin 1995, alors qu'il venait d'être nommé ministre des Affaires européennes d'Alain Juppé à 44 ans. C'était à Taormine en Sicile, lors d'une réunion européenne. Barnier avait invité la

presse française à un petit-déjeuner sur la terrasse du luxueux hôtel San Domenico. Pourquoi ? Pour dire à quel point il était «*ravi*», mais «*ravi*» d'être ministre, même s'il «*ne connaissait absolument rien aux affaires européennes*», mais qu'il «*apprendrait*», le tout avec l'air pénétré de celui qui livre un secret de famille longtemps caché... Les journalistes lui en voudront longtemps de les avoir tirés du lit à 7 heures du matin pour partager cette importante information.

Depuis, ses fonctions européennes nous ont amenés à le croiser plus qu'aucun autre politique français. A chaque fois, il a cette manie de répéter en boucle un message, un seul, sans se laisser distraire par un autre sujet. Et toujours avec ce sérieux inimitable – lorsqu'il se risque à rire, c'est d'un rire mécanique peu crédible – et le même phrasé séquencé. Cette

ténacité, c'est la marque de fabrique de ce «*gaulliste social*» qui n'a pas fait l'ENA mais l'ESCP qui reconnaît

PROFIL

lui-même avoir «*un déficit de notoriété*». Et, ajoutons, un charisme de notaire de province, en dépit d'un physique avantageux, un personnage que Flaubert aurait aimé décrire, un homme que l'on voit mal faire vibrer les foules. Mais comment expliquer le parcours exceptionnel d'un homme que des diplomates à la dent dure qualifient de «*crétin des Alpes*» si ce n'est par cette ténacité alliée à une absence de surmoi : il n'hésite pas à supplier encore et encore pour obtenir un poste et sait,

pour ce faire, utiliser toute la souplesse de son échine. Ainsi, fidèle d'Edouard Balladur, il se rallie sans états d'âme, au lendemain de la défaite de son mentor à la présidentielle de 1995, à Jacques Chirac qui le récompense par le ministère de l'Environnement. Nicolas Sarkozy, en 2007, le place à l'Agriculture, puis le choisit commissaire européen français. En 2014, il se prend à rêver de prendre la succession du Portugais José Manuel Barroso à la tête de la Commission, mais il se heurte à Angela Merkel. Les négociations sur le Brexit l'ayant remis sur le devant de la scène, il pense ensuite, en 2017, être nommé à Matignon par Emmanuel Macron. Mais non.

GROS MENSONGE

Cinq ans plus tard, Michel Barnier rêve de gravir l'ultime sommet, l'Elysée, persuadé d'être le recours d'une droite en perdition, une version française de Joe Biden. Loyal et fidèle – il n'a jamais quitté LR –, le Savoyard est apprécié dans son camp, notamment de Laurent Wauquiez à qui il avait proposé un ticket pour Matignon lors de cette même primaire de la droite où il finira troisième à 24 % et un petit point du second tour. Au début de la campagne, personne ne le prenait vraiment au sérieux, moquant son ton professoral et sa tendance à ressasser son rôle d'organisateur des JO d'hiver à Albertville, en 1992. Pourtant, l'homme fait rapidement recette, moins outrancier qu'Eric

Suite page 4

Suite de la page 3 Ciotti, plus fidèle à LR que Xavier Bertrand et Valérie Pécresse, qui avaient tous deux quitté le parti. Sa «*gauche de président*» rassure aussi. «*Sa méthode, c'est sa discrétion, loue aujourd'hui Brigitte Kuster, ancienne députée et membre de son équipe de campagne. C'est un sage, et on a besoin de sagesse.*» Outsider devenu favori, Barnier avait proposé un moratoire sur l'immigration, ainsi qu'un «*bouclier constitutionnel*» sur le sujet, une manière de contourner d'éventuelles condamnations de la Cour de justice de l'UE ou de la Convention des droits de l'homme. Une attaque en règle des fondements de l'UE, qui avait provoqué la consternation des partenaires européens de la France. Il s'est aussi rendu coupable d'un gros mensonge, niant avoir été partisan du

féderalisme européen, qu'il professait pourtant clairement quelques années plus tôt. «*À mon âge, assène-t-il, je reste un homme neuf, j'ai des idées neuves.*» «*Neuves*», on ne sait pas, adaptables, c'est certain. De là à penser qu'il s'agit d'un homme sans conviction, il n'y a qu'un pas. Mais pour lui, c'est le prix à payer pour être alors «*de point d'équilibre de LR*» Deux ans plus tard, il va pouvoir prouver

dans ses nouvelles fonctions qu'il l'est, comme Emmanuel Macron semble le croire, pour la France. Barnier nous le confie en 2022 : «*Le Brexit a montré que quelque chose d'inimaginable pouvait se produire.*» Bien vu.

VICTOR BOITEAU
et **JEAN QUATREMER**
Correspondant européen

Rassemblement national : de paria à faiseur de rois

En déclarant ne pas vouloir censurer a priori Michel Barnier, le RN a rendu possible son accession à Matignon. Et tient la suite de l'histoire entre ses mains.

«*L*aissez retomber la poussière», conseillaient, en juillet, Marine Le Pen à ses ouailles, encore étonnées par la contreperformance des élections législatives. Jordan Bardella surtout, qui se voyait déjà Premier ministre à la tête d'une majorité absolue, avait du mal à déglutir sa troisième place, derrière la gauche et la majorité relative sortante et parlait même de «*défaites*». Le «*calme des vieilles troupes*» revendiqué par la triple candidate à la présidentielle a fini par payer. Un peu moins de deux mois plus tard, la poussière est retombée, et la cheffe de file de l'extrême droite française réapparaît en faiseuse de Premier ministre.

En acceptant de ne pas censurer a priori Michel Barnier, les députés du Rassemblement national (RN) viennent de rendre possible le bail de l'ancien négociateur du Brexit à Matignon. «*La nomination de Michel Barnier semble répondre au moins au premier critère que nous avions réclamé, c'est-à-dire un homme qui soit respectueux des différentes forces politiques et qui soit capable de pouvoir s'adresser au RN [...]* de la même façon qu'aux autres groupes», s'est félicitée Le Pen jeudi. Et de rappeler les autres conditions posées pour ne pas baisser le pouce : «*La modification du mode de scrutin*» vers la proportionnelle et «*la prise en considération de l'immigration hors de contrôle, de l'insécurité qui explose et évidemment de la préservation du pouvoir d'achat des Français*».

De paria de la vie politique française, victime du front républicain, voilà le RN en passe d'enterrer le cordon sanitaire. «*Il y a un peu d'ironie dans tout cela : il y a quelques semaines, il ne fallait pas parler au RN, il fallait le faire battre à tout prix et il ne fal-*

lait pas que le RN puisse exercer une quelconque responsabilité à l'Assemblée nationale, et aujourd'hui, c'est tout juste si on ne nous fait pas la cour et si Marine Le Pen ne devient pas la DRH d'Emmanuel Macron», s'amusait le matin même sur RMC Sébastien Chenu, qui avait justement perdu en juillet sa vice-présidence du Palais-Bourbon.

«*Fossile*». Ces derniers temps, c'est l'extrême droite qui a obtenu les scalpels de Xavier Bertrand, coupable de s'être félicité d'avoir «*brisé les mâchoires*» du RN après les régionales de 2021, et des deux autres ballons d'essai de Macron - Bernard Cazeneuve et Thierry Beaudet - qui auraient assurément maintenu le cordon sanitaire. Avec Barnier, la députée du Pas-de-Calais semble avoir eu l'assurance de sa disparition. «*On demande [...] que le budget s'effectue en consultation avec l'ensemble des groupes*», avait exigé Le Pen, interrogée par le Monde mercredi. «*Des compromis vont devoir être trouvés*», a-t-elle repris jeudi, laissant entrevoir un monde dans lequel des amende-



Jordan Bardella et Marine Le Pen à l'Élysée, le 26 août. PHOTO STEPHANE DUBOIS

ments frontistes pourraient être votés par la majorité. L'ancien commissaire européen est pourtant loin d'être la tasse de thé de l'élite d'extrême droite, qui l'accusait en 2018 de «*persécuter les Britanniques parce qu'ils ont choisi de quitter l'UE*». Michel Barnier, ça ne fait rêver personne, embrayait Chenu jeudi matin, qui lui préférait Bayrou, partisan de longue date de la proportionnelle. «*M. Barnier est réputé dans le tout-Paris comme étant un des plus stupides hommes politiques que la France ait donné, ne comprenant rien à ce qu'on lui donne en dehors*

d'une fiche, qu'elle soit écrite par la Commission de Bruxelles ou par un conseiller d'État quand il était au gouvernement», renchérisait sur France Inter Jean-Philippe Tanguy, député de la Somme.

Charmes. L'extrême droite a tout de même su trouver quelques charmes dans le passé du nouveau Premier ministre. Très vite, sur les réseaux sociaux, les députés frontistes ont partagé un extrait d'un débat de la primaire des Républicains, fin 2021, dans lequel Michel Barnier défendait en matière migratoire un programme calqué

sur celui du RN, rendu possible par un référendum, que réclame Le Pen et protégé par un «*bouclier constitutionnel*» permettant de ne plus être soumis aux arrêts de la Cour de justice de l'UE ou de la Cour européenne des droits de l'homme. Soit le programme des démocraties libérales européennes comme la Pologne ou la Hongrie dont Marine Le Pen est la principale thuriféraire en France, et qu'elle pourra donc réclamer, en position de force. Elle n'aura eu, pour cela, qu'à attendre que le pouvoir lui tombe entre les mains.

NICOLAS MASSOL

Johanna Rolland : «C'est une forme aboutie de trahison»

En nommant Michel Barnier Premier ministre, Emmanuel Macron «*a dissous le vote des Français*», estime la maire de Nantes et première secrétaire déléguée du Parti socialiste.

Maire socialiste de Nantes et première secrétaire déléguée du PS, Johanna Rolland appelle la gauche à préparer l'alternance. Quelle est votre réaction à la nomination de Michel Barnier ? La gauche arrive en tête, Emmanuel Macron nomme un homme de

droite. Le front républicain sauve l'honneur de la France, ouvre l'espoir d'un autre avenir pour le pays et il nomme un homme qui vient d'un parti qui ne s'est pas engagé dans ce front républicain. C'est une honte et un déni de démocratie extrêmement grave.

Ce sont des mots forts...

Oui, car je ressens une forte colère, comme beaucoup de Français je crois. Il y a là une forme d'inconscience. Je le dis comme responsable politique, mais aussi comme maire. Dans les quartiers populaires de nos villes,

comme dans les villages, nous mettons de l'énergie à convaincre les jeunes, notamment, d'aller voter parce que, oui, voter c'est important. Ce à quoi nous assistons ne peut entraîner que dégoût et désenchantement. Comment les gens ne peuvent-ils pas penser que leur vote est inutile ? Après avoir fait le choix de dissoudre l'Assemblée, le Président a dissous le vote des Français.

Les socialistes censurent-ils Michel Barnier ?

Oui. Mais, avant d'être une question de personnalité ou même de clivage



INTERVIEW

entre la gauche et la droite, nous le ferons au nom des principes fondamentaux que sont les logiques démocratiques et institutionnelles. Là où nous aurions dû avoir une cohabitation, nous aurons une colocation. Le président de la République a cherché un Premier ministre à sa main car tout le monde a compris qu'il ne veut pas changer le fond de sa politique. Il ne veut pas que l'on touche à la réforme des retraites. Ça tombe bien, Michel Barnier était favorable à la retraite à 65 ans.

Et son salut est dans les mains du Rassemblement national... Nous l'avons vu lors de cette interminable attente : Emmanuel Macron voulait un Premier ministre à sa main. En réalité, il vient de nommer un Premier ministre dans les mains du Rassemblement national. J'imagine très bien ce que peut ressentir un électeur de gauche qui a voté pour Borne, Darmanin ou Wauquiez pour éviter la victoire

d'un candidat d'extrême droite. C'est une forme aboutie de trahison. Une étape à faire franchir.

Au-delà de la censure, comment pouvez-vous résister ?

Nous devons faire les choses étape par étape. Pour commencer, nous aurons à faire preuve de clarté. Il faut d'abord dire la vérité aux Français : Emmanuel Macron est tellement affaibli qu'il a remis le destin du pays entre les mains du RN. Ensuite, nous devons continuer de convaincre les Français qu'un autre chemin est possible. Que contrairement au pouvoir en place, la gauche propose d'augmenter le salaire minimum et les bas salaires, porte la gratuité totale de la rentrée scolaire, propose de réguler l'installation des médecins... Car je n'ai qu'une certitude : après la nomination de Michel Barnier, la vie des Français ne va pas s'améliorer. Alors notre responsabilité est claire : préparer l'alternance.

Recueilli par **SACHA NELKEN**

A peine arrivé à Matignon, Michel Barnier a du pépin sur la planche

De la délicate composition du gouvernement aux réformes éducatives en passant par l'examen du prochain budget, le nouveau Premier ministre va devoir franchir rapidement plusieurs haies difficiles.

Cinquante et un jours après que le gouvernement Attal a présenté sa démission, le nouveau Premier ministre, Michel Barnier, trouvera sur son bureau des parapheurs avec des décisions à rendre de tous ordres, de la signature de multiples décrets d'application des lois précédemment votées à l'architecture du prochain budget. Et plusieurs échéances s'imposent déjà à son agenda.

Le choix des ministres

Ce n'est pas une mince affaire tant le Premier ministre devra composer son gouvernement en respectant des équilibres qui lui permettraient de ne pas se faire renverser sitôt en place. Certains des ministres démissionnaires, et notamment certains, comme Nicole Belloubet lors de sa conférence de rentrée au ministère de l'Éducation nationale le 27 août ou Rachida Dati sur France Inter le lendemain

(«si on peut être utile à la France, je ne vais quand même pas dire non») ont déjà annoncé qu'elles resteraient bien si cela leur était demandé. D'autres n'ont entretenu aucun mystère sur leur départ, comme Bruno Le Maire, qui clôt son bail de sept ans à Bercy et songe à se reconvertir dans l'enseignement. Il avait fallu près d'un mois au gouvernement Attal pour être au complet: une première liste avait été publiée au surlendemain de la nomination du Premier ministre le 9 janvier, et le reste, les ministres délégués et les secrétaires d'État, le 8 février.

Déjà du monde dans la rue

À peine le chef de l'État écartait-il le 26 août l'hypothèse de nommer à Matignon Lucie Castets, choisie par le Nouveau Front populaire pour être sa Première ministre, que les organisations de jeunesse de l'Union étudiante et de l'Union syndicale lycéenne appelaient à dénoncer ce «coup de force» samedi, dans une «grande manifestation». La France insoumise a rejoint ces organisations dont elle est proche, invoquant «une réplique ferme de la société française» à Emmanuel Macron, puis le Parti communiste français et Les Écologistes. Moins d'enthousiasme au Parti socialiste, dont le premier secrétaire, Olivier

Faure, veut d'abord «mener le débat à l'échelle parlementaire» avant de participer aux mobilisations syndicales ultérieures. Quant à Lucie Castets, elle a déclaré sur BFM TV le 29 août ne pas avoir «de problème de principe avec le fait de manifester», précisant qu'elle irait «si [elle est] disponible».

Des réformes scolaires en attente

Le nouveau Premier ministre arrive à Matignon quatre jours après la rentrée des élèves dans les établissements scolaires. Le sort de plusieurs réformes que prévoyait la ministre démissionnaire de l'Éducation nationale, Nicole Belloubet, reste à arbitrer: les nouveaux programmes scolaires de la maternelle au CE2 n'ont pas été publiés, les textes instaurant la réforme du brevet non plus. S'il veut apaiser la gronde du monde éducatif, le prochain gouvernement peut traiter des salaires, des postes et des conditions de travail. Il peut aussi revenir sur deux dossiers qui entrent en application cette rentrée: les évaluations obligatoires pour tous les élèves du CP au CM2, contre lesquelles des syndicats appellent les enseignants du primaire à la grève le 10 septembre; et pour le collège, les «groupes de niveau» chers à Gabriel Attal, prévus en français et en mathématiques en sixième et en

cinquième. Leur nom a changé en «groupes de besoins», mais ils restent tout autant décriés.

Un budget compliqué à faire adopter

La date du 1^{er} octobre n'est pas négociable, elle est inscrite dans la loi. Le nouvel occupant de Matignon devra, au plus tard le premier mardi d'octobre, déposer à l'Assemblée le projet de loi de finances (PLF) pour 2025, qu'il aura préalablement (mi-septembre) soumis au Conseil d'État et au Haut Conseil des finances publiques. Des échéances qui pourraient être décalées de quelques jours. Reste à savoir s'il aura le temps et la volonté de remanier le projet de budget que lui laisse le gouvernement Attal ou s'il laisse aux parlementaires le soin de le faire, d'autant que la situation budgétaire ne s'améliore pas. Le processus a, en effet, été bien entamé par le gouvernement démissionnaire, jusqu'à l'envoi à chaque ministère des «lettres plafond» qui indiquent leurs crédits envisagés pour l'an prochain. La rédaction du PLF a aussi été bien entamée, mais tout reste réversible, insiste-t-on à Matignon. Dans ces délais, le nouveau gouvernement pourra arbitrer les prévisions macroéconomiques retenues, changer les montants en bout de lignes, ajouter des articles, mais plus difficilement rédiger une

réforme fiscale d'ampleur – si cela était dans ses intentions. Barnier devrait aussi profiter de son ancien statut de commissaire européen pour envoyer quelques signaux apaisants à Bruxelles alors que le déficit public dérape.

L'entrée en scène des syndicats

Plutôt que d'appeler à manifester dès samedi, les syndicats ont choisi, eux, le mardi 1^{er} octobre, jour de la présentation du budget aux députés, pour appeler à la grève. La date a été d'abord fixée par l'Intersyndicale des retraités, puis la CGT, Solidaires et FSU ont annoncé leur participation à l'organisation de cette journée d'action. La CGT fait une liste des revendications qui n'est pas sans rappeler le programme du NFP: abrogation de la réforme des retraites, hausse des salaires et des pensions, égalité entre les femmes et les hommes, financement des services publics... La première organisation représentative du pays, la CFDT, fait savoir qu'elle ne se joindrait pas à l'appel qui n'a pas été décidé dans le cadre de l'Intersyndicale. D'autres syndicats attendent de consulter leurs instances pour décider si elles appellent à leur tour à cesser le travail le 1^{er} octobre.

L'épreuve de l'hémicycle

Le 1^{er} octobre, c'est aussi – en théorie (lire ci-contre) – la date de début de la session ordinaire de la nouvelle Assemblée nationale. Mais plusieurs groupes, dont le Rassemblement national, demandent qu'une session extraordinaire se tienne dès ce mois de septembre. La présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, en demandera une aussi pour que le nouveau gouvernement puisse exposer sa politique. Reste à voir si le Premier ministre ou la majorité des députés seront du même avis, ainsi que le président de la République dont c'est un pouvoir discrétionnaire. Outre les projets de loi de finances et de financement de la Sécurité sociale, dont l'examen promet d'être chahuté, une niche parlementaire a été octroyée le 31 octobre au RN, qui compte y inscrire l'abrogation de la réforme des retraites. Par ailleurs, plusieurs textes sont restés en souffrance alors qu'ils étaient en cours d'examen au Parlement le 9 juin, au moment de la dissolution de l'Assemblée, notamment celui sur la fin de vie. C'est aussi le cas de celui sur le logement et celui sur l'agriculture, deux secteurs affectés par des crises que la dissolution n'a pas éteintes. Braun-Pivet a également indiqué dimanche sur France Inter que le projet de loi d'orientation agricole devrait être «l'un des premiers à remettre sur le métier».

**ANNE-SOPHIE
LECHEVALLIER**



Au soir du second tour des législatives, le 7 juillet à Paris, lorsque la gauche fêtait ce qu'elle croyait être sa victoire. PHOTO C. GONZALEZ

Assemblée: Barnier a la pression face aux sessions

Entre l'examen du budget et de possibles motions de censure, l'épreuve de l'hémicycle s'annonce rude pour le nouveau locataire de Matignon. Sauf ouverture d'une session extraordinaire, les séances reprendront le 1^{er} octobre.

Après la décanation élyséenne, la marmitte parlementaire. Nommé à Matignon par Emmanuel Macron jeudi, cinquante et un jours après la démission de Gabriel Attal et de son gouvernement, Michel Barnier va désormais se frotter à l'Assemblée nationale. Son premier rendez-vous avec les députés pourrait être sa déclaration de politique générale, prévue à l'article 49 alinéa 1 de la Constitution. Rien ne l'y oblige, même si tous les chefs de gouvernement sous Emmanuel Macron – Edouard Philippe, Jean Castex, Elisabeth Borne et Gabriel Attal – s'y sont collés. «Un Premier ministre n'est pas juridiquement obligé de la faire, mais c'est politiquement très sensible», confirme Mélody Mock-Gruet, docteure en droit public, enseignante à Sciences-Po et autrice du *Petit Guide du contrôle parlementaire* (l'Harmattan, 2023). Seule obligation à respecter pour cet exercice rituel de la V^e République : la présence des parlementaires dans l'hémicycle. Or, les députés n'y siègent pas de manière ininterrompue. La Constitution prévoit une session ordinaire «de plein droit» du 1^{er} octobre au dernier jour de juin. En dehors de ces clous, les députés ne siègent pas et ne peuvent donc pas voter de loi. Le travail parlementaire, lui, n'est pas forcément à l'arrêt. «Les députés peuvent déposer des propositions de loi, les commissions peuvent mener des auditions», relève Mélody Mock-Gruet.

«Arithmétique». Au Parlement, le temps est compté. La Constitution prévoit donc que ses deux chambres peuvent se réunir en session extraordinaire. Seuls le Premier ministre, ainsi qu'une majorité des députés, soit 289 élus, ont le droit de la réclamer. Les sessions extraordinaires ont habituellement lieu en juillet et en septembre. Une session est convoquée avec un ordre du jour précis, des textes que les députés examineront. Le nouveau Premier ministre pourrait réclamer cette session pour s'exprimer devant les parlementaires et mettre sur la table ses grands chantiers. Seul le président de la République ouvre et clôt cette session, par décret. Or, rappelle un spécialiste du Parlement, «en 1993, François Mitterrand dit "niet" à Jacques Chirac pour la convocation d'une session extraordinaire». S'il réclame cette session extraordinaire au Palais-Bourbon, Barnier s'exposera aussi immédiatement à une motion de censure. La patronne du Rassemblement national, Marine Le Pen, a exigé, à l'issue de son entretien avec le chef de l'Etat, le 26 août, l'ouverture d'une session extraordinaire. La députée du Pas-de-Calais souhaite «être en situation d'opérer une censure si c'est nécessaire». Les communistes ont également demandé de siéger avant la reprise de la session ordinaire. Le reste du calendrier, lui, est encore flou. «C'est

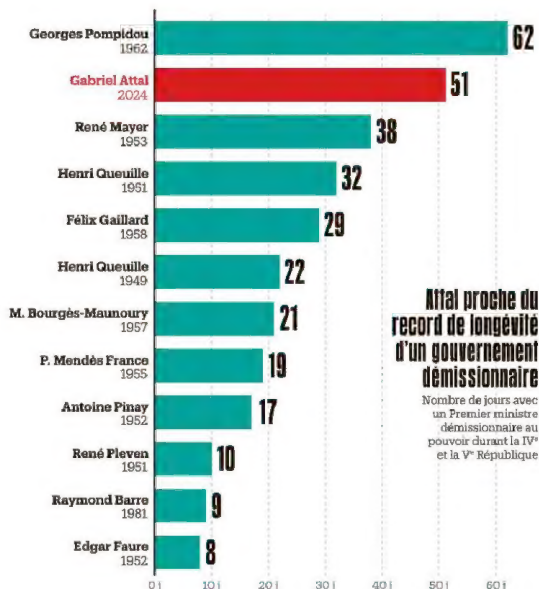
le rythme normal du Parlement en septembre», relative une conseillère ministérielle, ajoutant : «On va tout de même se rendre compte, concrètement, que personne n'est majoritaire. Il faudra des accords. C'est l'arithmétique qui compte. Entre 190 [environ le contingent du Nouveau Front populaire, ndr] ne faut pas de vous le maître du Parlement. Cette rentrée va être un révélateur.»

Les chefs des onze groupes parlementaires auront l'occasion de se retrouver, eux, lors de la première conférence des présidents. Les rentrées de plusieurs groupes étant calées autour des 10 et 11 septembre, celle-ci pourrait intervenir le 17 septembre – les réunions de la conférence ayant lieu le mardi. «Ça parlera méthode, s'avance un collaborateur parlementaire. Sur quel type de texte les groupes peuvent-ils arriver à une majorité ?» Si les orientations du gouvernement sont connues d'ici là, l'ordre du jour de l'Assemblée pourra être discuté par les présidents de groupe. L'automne étant déjà bien rythmé par les lois budgétaires, la place restante pour d'autres textes est limitée. «De tradition, note une source parlementaire, les quinze premiers jours d'octobre sont occupés par le gouvernement. C'est lui qui fixe l'ordre du jour. Et l'examen des textes budgétaires dans l'hémicycle commence la troisième semaine d'octobre.»

«Trafalgar». Hormis ces haies budgétaires s'annonçant périlleuses pour le chef du gouvernement, d'autres morceaux de la vie parlementaire risquent d'agiter les députés. Comme la première «niche» de la session, le 31 octobre, une journée réservée aux textes du Rassemblement national. «La première niche est la plus exposée médiatiquement, pointe Mélody Mock-Gruet. Les députés RN seront mobilisés et il y aura des coups de Trafalgar.» Le groupe léniniste prévoit déjà de proposer l'abrogation de la réforme des retraites. La nomination de Barnier pourrait également rebattre les cartes au sein des différents groupes. A l'ouverture de la XVII^e législature, en juillet, huit groupes s'étaient déclarés dans l'opposition : les communistes, les socialistes, les écologistes et les insoumis, ainsi que Liot, le RN et la Droite républicaine. Le groupe Les Démocrates (ex-Modem) et Horizons s'étaient inscrits, eux, comme minoritaires. Or siéger dans l'opposition ou dans la majorité a une influence sur le temps de parole et le nombre de questions au gouvernement dont dispose chaque groupe dans l'hémicycle.

La vie du bureau de l'Assemblée, plus haute autorité collégiale de l'institution, s'annonce également mouvementée. Celui-ci est désormais dominé par la gauche, et une première réunion de ses membres est prévue mercredi 11 septembre. «Pour la première fois, la présidente de l'Assemblée n'a pas la majorité au bureau», note Cyrielle Chatelain, la patronne du groupe écologiste. Or c'est cette instance qui décide du budget du Palais-Bourbon, des sanctions infligées aux députés ou, plus important encore, de la recevabilité financière des amendements. «La recevabilité, c'est un gros enjeu pour nous, assure Chatelain. C'est ce qui avait permis aux macronistes que les députés ne discutent pas de la proposition de loi Liot visant à abroger la réforme des retraites.»

VICTOR BOITEAU
Infographie ALICE CLAIR

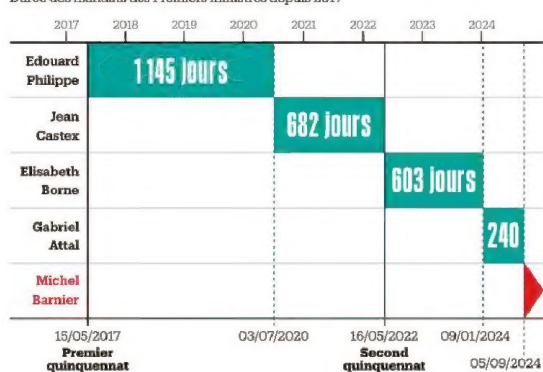


Attal proche du record de longévité d'un gouvernement démisionnaire

Nombre de jours avec un Premier ministre démissionnaire au pouvoir durant la IV^e et la V^e République

Les Premiers ministres de Macron durent de moins en moins longtemps

Durée des mandats des Premiers ministres depuis 2017



Les forces en présence à l'Assemblée nationale

Sièges, groupes politiques et alliances



Majorité absolue 289 sièges



Gabriel Attal lors de la cérémonie de passation avec son successeur, Michel Barnier, à Paris jeudi.

Affranchi, «le fonceur» Attal quitte Matignon gonflé d'ambition

Le chef de file des députés Renaissance lorgne la présidence du parti macroniste et joue la carte de l'électron libre face à son rival Gérard Darmanin.

C'est un bail plein de paradoxes qui prend fin pour Gabriel Attal. Un passage éclair de sept mois et trois semaines à Matignon, dont cinquante et un jours à expédier les affaires courantes, un préavis record sous la V^e République. En janvier, lorsqu'il a succédé à Elisabeth Borne, on n'avait pas vu venir le jeune ministre de l'Éducation, planqué derrière une shortlist d'autres Premiers ministres servant de leurre. Mais en cette fin d'été, le chef du gouvernement démissionnaire n'en finissait plus de ne pas partir. Le Président avait choisi, dans ses rangs, un pur produit du macronisme qui ne ratait pas une occasion d'afficher sa

loyauté. Et c'est un affranchi qui s'apprête à quitter le 57, rue de Varenne. Sonné le soir du 9 juin, Gabriel Attal enragait en comprenant que la dissolution revenait à mettre un terme à ses fonctions. «Huit mois c'est court, c'est trop court», admet-il. Au côté de Barnier, mercredi sur le perron, il ne cache pas «une frustration» et avertit que «la liberté [l']animer» à l'avenir. Réélu député des Hauts-de-Seine, le président du groupe Ensemble pour la République (EPR) a désormais «hâte d'entrer pleinement dans son nouveau costume», dit-on dans son entourage. «C'est un fonceur», pressé d'écrire la suite.

«Que la magie (re)commence» commandait-il le 28 août, en assistant à l'ouverture des Jeux paralympiques. Pendant la quinzaine des JO, Attal a été de la fête, affichant son plaisir au bord de tous les stades, bassins et tatamis. Imaginait-il que le Président le laisserait, jusqu'à ce rab de Paris 2024, encore en poste, en suspens? Quand ils croisent le Premier ministre dans les gradins des rendez-vous

officiels, les proches du chef de l'État lui trouvent une mine fermée, «détente». Brigitte Macron, qui a longtemps loué ses qualités, demande, inquiète, à un invité: «Est-ce que tu crois qu'il nous déteste?» Entre les deux têtes de l'exécutif, depuis des semaines, la ligne, hors urgences et dossiers ponctuels, est coupée. «Gabriel n'arrive pas encore à digérer sa colère», compatit un membre du gouvernement en sursis. Mercredi, Emmanuel Macron s'est tout de même fendu d'un mot aimable, le remerciant d'avoir «fait avancer le pays et contribué à son rayonnement dans un moment important».

«Du terrain». Ces derniers jours, il s'est tenu le plus loin possible des tractions censées dégoter son successeur, préférant se retrancher au Pavillon de musique, niché dans le jardin de Matignon. Faut-il boire le calice? Lui qui a promis «d'aller au bout de [son] devoir» s'en tient à sa ligne: le prochain locataire ne peut être issu du camp présidentiel, qui a perdu les législatives. Alors

qu'Attal s'attelait dès vendredi, avec ses plus proches conseillers et son directeur de cabinet, à son discours de passation de pouvoir, des souvenirs ressurgissent: la crise agricole qui l'a saisi peu après sa prise de fonctions, les inondations dans le Pas-de-Calais où il s'est rendu régulièrement... «Avoir été Premier ministre est l'honneur de ma vie», aime-t-il répéter. Que restera-t-il? Son équipe prépare un document retraçant son action, mais lui qui voulait installer sa méthode – «dire la vérité, même quand ça fait mal, et agir maintenant» – n'a pu mener à bien aucune réforme. C'est le reproche souvent adressé à celui qui a grimpé les marches quatre à quatre, du Budget à l'Éducation, de l'Éducation à Matignon. «Du surf et de la com», égratigne un conseiller ministériel. «Il a forcément l'impression que l'herbe lui a été coupée sous le pied», soupire un proche. Tout juste a-t-il pu confirmer quelques mantras, comme sa défense des classes moyennes ou de l'autorité et l'école, «la mère des batailles» qu'il de-

mande à Barnier de porter en «priorité absolue». Sur le bureau de son successeur, celui qui se targue d'avoir «engagé des chantiers structurants» a déposé, entre autres, le projet de loi sur l'agriculture, le plan d'adaptation au changement climatique et un texte sur la délinquance des mineurs. S'il a dû laisser en plan ses propositions ultra-musclées en la matière, ses conseillers, en se croisant, se ressortent sa punition aux accents sarkozien: «Tu casses, tu réparas. Tu salls, tu nettoies. Tu défies l'autorité, tu apprends à la respecter.» Plus qu'un bilan demeure une marque. «Il est convaincu d'avoir créé un lien avec les Français, et il ne va pas l'abandonner», vante un de ses conseillers.

«Du terrain, du terrain, du terrain», scande souvent Attal, qui doit enquiller les rentrées des instances locales de Renaissance, en septembre. L'occasion de rencontrer les députés EPR dont il est le chef de file... et de placer ses billes avant le congrès de Renaissance, en octobre-novembre, suspectent ses rivaux. Son élection mi-juillet

à la tête du groupe des députés a laissé des traces. Ceux qui plaident (lors d'une réunion avec le Président et les ténors du camp macroniste) pour la désignation d'une direction collégiale, le temps de définir une stratégie et de resserrer les rangs, lui reprochent d'y être allé «brutalement», à marche forcée. «Pourquoi traîner quand tous les groupes se mettent en rang?» répliquent les soutiens d'Attal, qui ont voulu surfer sur son excellente cote interne. Solitaire, l'ex-Premier ministre a toujours été réticent à se constituer un clan. Mais en dirigeant à corps perdu la campagne législative, Attal, bouée de secours de candidats dans la panade, a vu sa popularité grimper.

Torpille. Lui reste-t-il de l'appétit? Pour la présidence du parti, «rien n'est acté, rien n'est exclu», temporese son entourage. Il a jugé à contre-temps la déclaration de candidature, en plein mois d'août, d'Elisabeth Borne, qui s'est lancée sans le prévenir. Et comment ne pas voir une torpille anti-Attal quand sa prédécesseure assène au Parisien que «traditionnellement, il n'est pas d'usage d'être président de groupe en même temps que l'on dirige le parti»? Il y a les uns qui jugent en toute logique que plus les postes sont rares, moins on les cumule. Et les autres qui voient Attal appliquer une loi d'airain pour tout ambitieux en politique: ce qui est pris n'est pas laissé à d'autres.

Au fond, c'est à une confrontation avec son principal rival, Gérard Darmanin, que se préparent les macronistes. Le député du Nord prépare sa rentrée politique, le 15 septembre à Tourcoing. «Vas-y! Tu montreras que tu peux rassembler», a conseillé à Attal une de ses ministres, soucieuse d'enclencher la descente en cascade. L'ex-Premier ministre, qui concocte par ailleurs une mystérieuse «initiative» pour l'automne, devrait invoquer un engagement à l'international. Voilà les rôles inversés entre un Attal émancipé de la tutelle présidentielle et un Darmanin jouant l'inebranlable fidélité à l'Élysée. L'été dernier, le ministre de l'Intérieur, mari d'avoir vu Matignon lui échapper, avait voulu marquer son autonomie avant de se raviser lors de sa rentrée, déjà dans son fief du Nord. «Gérald est rentré dans le rang, un jour Gérard mènera le rang», avait alors glissé, à l'un de ses interlocuteurs, Emmanuel Macron. Involontairement prémoniteur.

LAURE ÉQUY

Photo **ALBERT FACELLY**

UKRAINE

A Pokrovsk, le dernier train avant la catastrophe

Face à l'avancée des troupes russes dans le Donbass, les derniers wagons d'évacuation de la population ont quitté la ville de l'Est mercredi, emmenant environ 200 personnes loin du front.

Par
KRISTINA BERDYNISKYKH
Envoyée spéciale à Pokrovsk
Photos **LISA BUKREYEVA**

Les chefs de train Inna Charavskaya et Nazar Gutsak inspectent le wagon vide. Dans quelques heures, les compartiments et les couchettes se rempliront d'enfants et de vieillards, de baluchons rassemblés à la va-vite, de chats, de chiens, et de l'immense tristesse de l'exil. Le train, spécialement équipé pour évacuer les habitants de zones proches du front, est parti de Dnipro mercredi matin, en direction de Pokrovsk, dans la région de Donetsk. Les Russes ne sont plus qu'à quelques kilomètres de cet important nœud logistique du Donbass. Inna Charavskaya, 31 ans, et Nazar Gutsak, 39 ans, vivent dans l'ouest de l'Ukraine, relative-

ment épargné par la guerre. Depuis le début de l'invasion russe, en février 2022, ils participent aux évacuations de l'Est du pays. Au début, c'était le chaos, la panique et parfois 300 personnes entassées dans un seul wagon. Mais en deux ans et demi, Ukrzaliznytsia, la société anonyme qui gère les chemins de fer ukrainiens, a mis au point des mécanismes d'évacuation des civils. Aujourd'hui, tout est cohérent, mieux organisé, mais pas moins déchirant. Une personne qui fuit son domicile, en abandonnant toute sa vie, est en colère contre le monde entier, et souvent les chefs de train sont les premiers à essayer la rage et le cha-



Environ 200 déplacés ont pris place dans le train en provenance de Pokrovsk, mercredi.

grin. « Mais les gens ne pensent souvent pas que nous avons aussi des enfants à la maison. Et nous risquons aussi notre vie », soupire Inna Charavskaya, mère de deux enfants de 8 et 10 ans. Elle ne dit pas toujours à sa famille qu'elle se rend dans les points chauds pour participer à des évacuations, et quand ses enfants découvrent la vérité, ils pleurent et tentent de la convaincre de ne plus aller si près du front.

ESCALE

A 13 heures, à 25 kilomètres de sa destination, le train s'arrête au milieu de nulle part. Mais la pause de deux minutes dure finalement deux heures. Dans la matinée, comme tous les jours maintenant, Pokrovsk, jadis loin du front, a été la cible de tirs de missiles russes. Cette fois, le réseau électrique a été touché près de la gare, immobilisant le train. Dans l'attente d'une locomotive diesel qui pourrait le remorquer sur le reste du trajet, une vingtaine de passagers descendent fumer dans la seule rue du village, déserte. La plupart sont des soldats, en route pour le Donbass depuis Kyiv. Au bout d'une heure de cette escale imprévue, ils commencent à être visiblement nerveux, pressés de rejoindre leurs positions. « Vous évacuez des gens du

Donbass, mais beaucoup d'entre eux nous détestent là-bas », dit un très jeune combattant au chef de train. A Mirgorod, dans le district de Pokrovsk, un grand-père lui avait lancé au visage qu'il attendait avec impatience l'armée russe. Jugeant que le sentiment aigri d'un vieil homme pro-russe ne devait pas être une généralité, un prêtre intervient posément dans la conversation. Lui se rend à Pokrovsk avec trois autres curés de l'Eglise orthodoxe, pour apporter un soutien psychologique aux personnes évacuées. « Parfois, les gens me demandent : "Et où il est, votre Dieu ? Nous avons tout perdu !" Il me semble que l'évacuation, c'est tout simplement Dieu qui prend une personne dans ses bras pour la protéger », raisonne père Ihor, vêtu d'une longue soutane noire, une croix massive sur la poitrine. Pendant ce temps, père Vassili, un grand gaillard à la barbe rousse, se réjouit de retrouvailles inattendues avec un combattant qu'il avait croisé dans un hôpital de Kyiv. Le jeune homme, une prothèse à la place de sa jambe gauche, se rend dans son unité militaire, dans la direction de Pokrovsk, pour signer les papiers officiels de décharge. Quelques militaires attrapent leurs sacs et montent dans un quatre- quatre envoyé par leur unité. La locomotive diesel finit par apparaître. Inna Charavskaya





Direction Kropivnitsky, dans l'oblast de Kirovograd,



Dans un chaos contrôlé, des sauveteurs aident les passagers à monter à bord.



Le paysage apocalyptique défile sous les yeux des réfugiés de Pokrovsk.

ordonne joyeusement à tous les passagers de remonter dans les wagons. Elle colle sur la fenêtre un morceau de papier portant la mention «Evacuation» et enfille un gilet pare-balles. Le train est enfin en route pour Pokrovsk, pour ce qui sera le dernier voyage d'évacuation, mais on ne le sait pas encore.

EXPLOSIONS

Pokrovsk est désormais à la portée de l'artillerie russe. La situation devient de plus en plus dangereuse et un long couvre-feu a été instauré dans la ville, laissant la possibilité de circuler dans les rues seulement quatre heures par jour, de 11 heures à 15 heures. Mais le vide et le silence sont trompeurs. Selon les autorités locales, des 60 000 habitants d'avant la guerre, 26 000 vivent encore là, dont 10 000 enfants. Les entreprises et les établissements médicaux démontent progressivement vers d'autres agglomérations, les banques ont fermé, mais les distributeurs de billets fonctionnent toujours. Récemment, environ 20 000 habitants ont été évacués. Les gens partent par leurs propres moyens, à bord de bus affrétés par les bénévoles, en achetant des billets de train. En août, la compagnie des chemins de fer a emmené environ 2 000 personnes gratuitement. Et 200 encore mercredi. La catastrophe imminente est palpable, et audible. Durant la demi-heure de stationnement du train en garde de Pokrovsk, des explosions ont retenti à plusieurs reprises.

Après avoir attendu plus longtemps que prévu l'arrivée du convoi, les gens sont pressés de monter dans les wagons. Tout le monde s'est inscrit à l'avance, les volontaires vérifient les listes, mais personne ne respecte la queue. «On ne partira sans vous! Tout le monde aura le temps de monter», tente l'un des volontaires pour calmer la foule compacte de passagers. En vain. Une femme jette ses sacs sur les marches du wagon. Au milieu de ce chaos contrôlé, les sauveteurs des services d'urgence, équipés de gilets pare-balles et de casques, courent dans tous les sens. L'un d'eux tient deux enfants dans ses bras. Un autre porte des caisses de pommes, des sandwiches et de l'eau. Tout est chargé à bord du train. Une femme, transportée sur une civière, immobile, ferme les yeux et grimace – soit de douleur, soit face à l'horreur de la situation. Karina, une étudiante de 19 ans, après avoir placé deux sacs et une valise dans le compartiment, essuie ses larmes et, à travers la vitre, salue sa mère, debout sur le quai. Le père de Karina est mineur. Il ne veut aller nulle part tant que la mine fonctionne. Et sa mère refuse de le laisser seul. «J'ai peur de ne plus revoir mes parents», avoue-t-elle.

À 16 h 30, le train quitte Pokrovsk. Les volontaires, les sauveteurs et les accompagnateurs se dispersent rapidement. Seul un agent d'entretien, en gilet orange, reste sur le quai complètement vide, balayant les déchets. Dans les wagons, un silence oppressant s'installe, rythmé seulement par le bruit des roues

et interrompu par les voix des enfants. Les adultes préfèrent se taire. Il est interdit de fumer entre les wagons, mais aucun passager n'y prête attention, et les chefs de train ne font pas de remarques à ces voyageurs si particuliers, qui ont probablement tout perdu. Ils distribuent du thé, des sandwiches, de la nourriture pour chiens et chats, des livres de coloriage pour les enfants.

ALBUM PHOTO

Les prêtres, passant d'un wagon à l'autre, s'approchent prudemment et entament la conversation. «Je suis moi-même un déplacé. Je suis venu de Nikolai à Dnipro», explique le père Ignaty. Peu à peu, les passagers font connaissance, et partagent leurs histoires personnelles. Une retraitée sort un album photo de son sac. Son mari et son fils sont morts il y a longtemps. Elle n'a plus de famille, seulement des photos, devenues plus précieuses que sa maison. Une jeune femme raconte qu'elle travaillait à la compagnie des eaux, dans son village natal. Elle a quitté son emploi, fermé son appartement et donné les clés aux militaires ukrainiens. De toute façon, il ne restera bientôt plus rien de Hryhorivka.

Ludmila, elle, quitte Pokrovsk avec sa grande famille: son fils et sa belle-fille, ses deux petites-filles et son chat, Vakha. Ils vivaient tous ensemble dans une maison cosquée de deux étages. «Nous avions même une salle de billard», raconte la vieille femme de 83 ans,

qui ne comprend toujours pas pourquoi la Russie a attaqué l'Ukraine. «Nous ne faisons de mal à personne, et maintenant les Russes nous annihilent», note-t-elle calmement. Elle espère que Kropivnitsky, dans l'oblast de Kirovograd, où se rendent ces wagons d'évacuation, sera plus calme que Pokrovsk.

À l'approche de Dnipro, le train traverse Novomoskovsk. Un incendie embrase le ciel, au-dessus d'une usine. Des camions de pompiers sont stationnés autour, et des sauveteurs s'affairent à éteindre le feu. Dix minutes plus tôt, un missile balistique est tombé ici. Mais les réfugiés de Pokrovsk regardent sans la moindre émotion défiler le paysage apocalyptique.

À Kropivnitsky, au terminus, les évacués seront accueillis et réinstallés par des bénévoles, il fera nuit. Le lendemain matin, un message indiquera que le prochain convoi d'évacuation en provenance de Pokrovsk a été annulé en raison de l'aggravation de la situation sécuritaire. Désormais, le point de départ de l'évacuation gratuite de la population pour la région se fera de Pavlograd, à 100 kilomètres de Pokrovsk, dans la région de Dnipropetrovsk.

«Peut-être que mes enfants et mes petits-enfants reviendront encore à la maison, mais, moi, je ne reverrai pas mon Pokrovsk chéri», soupire Ludmila, installée sur la couchette du wagon, entre ses petites-filles, dans sa robe de chambre préférée rose et noire, coussue de ses propres mains. ◆

En Algérie, un simulacre d'élection présidentielle

Les Algériens s'apprêtent à se rendre aux urnes samedi lors d'un scrutin dont l'issue ne fait guère de doute. L'enjeu du pouvoir est de convaincre la population, désintéressée par la vie politique, d'aller voter pour éviter un taux record d'abstention.



Des partisans du président-candidat Abdelmadjid Tebboune, lors d'un rassemblement

Par
LÉA MASSEGUIN

Dans les rues oranaises, dans le nord-ouest de l'Algérie, seule une poignée d'affiches à la gloire d'Abdelmadjid Tebboune laissent deviner que plus de 23 millions d'électeurs se préparent à aller voter. Sous une chaleur caniculaire, les vastes plages de sable blanc de la corniche attirent bien plus de monde que les quelques meetings politiques des candidats à la présidentielle anticipée de samedi. Pour beaucoup d'Algériens, convaincus que le président sortant sera toujours à son poste au lendemain du vote, la campagne électorale a d'ailleurs eu l'effet d'une farce. «Que les choses soient claires : les Algériens et ceux qui connaissent le marigot de la politique algérienne savent pertinemment que la présidentielle est de la poudre aux yeux. Le président Tebboune gagnera cette pseudo-élection avec un taux stratosphérique et restera chef de l'Etat», prévient d'ailleurs le site d'information d'opposition *le Matin d'Algérie*. Élu en 2019 lors d'un scrutin à faible participation (plus de six Algériens sur dix ont boué les urnes) dans la foulée du mouvement pro-démocratie du Hirak, le locataire du palais d'El-Mouradia devrait donc remplir pour un second mandat. Soutenu par la puissante institution militaire, il bénéficie de l'appui de plusieurs formations politiques de premier plan (Front de libération nationale, El-Bina,

Rassemblement national démocratique, El-Moustakbal) réunies en rangs serrés derrière leur figure de proue. Le président sortant n'a animé que quatre meetings (à Constantine, Oran, Djinet et Alger) lors desquels il a vanté son bilan économique et présenté les grandes lignes de son programme pour les cinq prochaines années. Il s'est notamment engagé à augmenter les salaires de 100 %, à construire deux millions de logements, et à permettre à son pays d'atteindre un PIB de 400 milliards de dollars par an d'ici 2027.

«FIGURANTS»

Durant trois semaines, les deux adversaires d'Abdelmadjid Tebboune ont pour leur part peine à exister face à un président sortant qui a davantage conservé le rôle de chef d'Etat que de candidat à sa propre succession. Lancé dans la course à la magistrature suprême par le Front des forces socialistes (FFS), parti politique laïc d'opposition implanté en Kabylie – qui n'avait pas participé à une présidentielle depuis 1999 –, Youcef Aouchiche est un partisan de réformes profondes dans son pays. Quant à Abdelali Hassani, le candidat du Mouvement de la société pour la paix, le principal parti islamiste, il entend rallier les nostalgiques des valeurs religieuses et morales à sa cause.

Ces deux postulants au trône présidentiel n'ont néanmoins «aucune chance» de l'emporter, selon Hasni Abidi, directeur du Centre d'études

et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen, basé à Genève. «L'autorité électorale a fait son travail de tri en amont afin d'écarter toute personne susceptible de faire de l'ombre à Abdelmadjid Tebboune durant la campagne. Ses rivaux se contentent d'endosser le rôle de figurants, analyse le politologue. L'Algérie fait partie des pays qui tiennent au formalisme électoral. Il faut des adversaires, une campagne, même si le scrutin est joué d'avance.»

Les treize autres aspirants ont vu leurs dossiers rejetés par l'autorité électorale faute d'avoir «recueilli le nombre de parrainages nécessaires» (au moins 600 signatures d'élus de différentes assemblées répartis dans 29 préfectures, ou au minimum 50 000 signatures d'électeurs). C'est notamment le cas de l'avocate Zoubida Assoul, figure du Hirak et première candidate à avoir annoncé son intention de se présenter à la présidentielle. «Participer à l'élection, même si les conditions ne sont pas réunies pour que celle-ci soit ou-

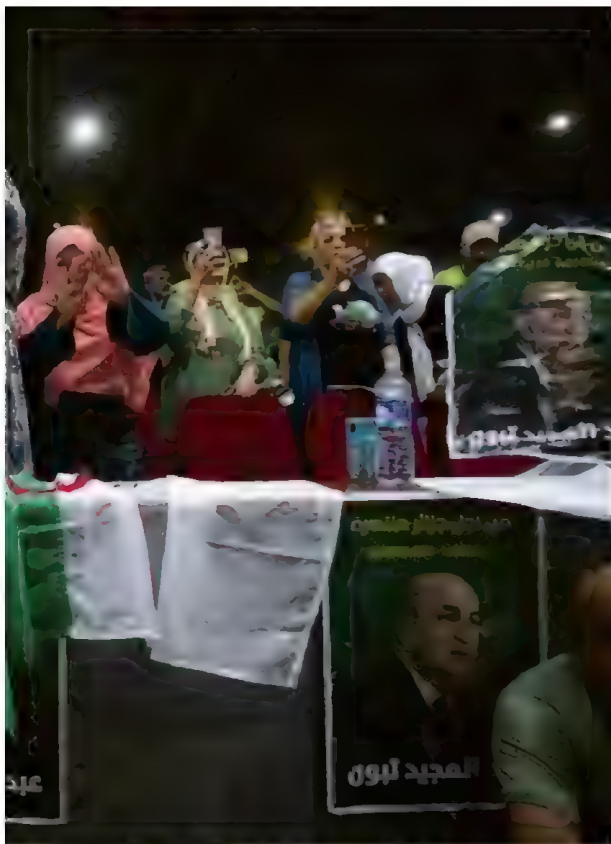
verte et transparente, était nécessaire pour ne pas tomber dans l'inertie et renforcer davantage le système en place», relate-t-elle. La présidente de l'Union pour le changement et le progrès regrette l'absence d'une union entre les différents partis d'opposition pour présenter un candidat consensuel.

RÉPRESSION INTENSIFIÉE

D'autres ont opté pour le boycott ou ont tout simplement jeté l'éponge. A la surprise générale, Louisa Hanoune, figure de l'opposition depuis près de quatre décennies, a retiré sa candidature mi-juillet. Dans un message publié sur Facebook, la secrétaire générale du Parti des travailleurs avait dénoncé des «dysfonctionnements persistants et des entraves» durant l'opération de collecte des parrainages, qu'elle a qualifiée de «pire campagne» depuis 1999. Cinq ans après le mouvement de protestation du Hirak, qui avait drainé des millions d'Algériens dans les rues et conduit à la démission d'Abdelaziz Bouteflika, les autorités ont intensifié leur répression contre les voix critiques du régime. Selon les organisations des droits humains, des dizaines de manifestants, journalistes et militants sont actuellement derrière les barreaux pour avoir critiqué les autorités. Dans un contexte de répression et de lassitude, le seul enjeu du pouvoir algérien sera de convaincre les abstentionnistes, considérés comme le premier parti politique en Algérie, de se rendre aux urnes. ♦

«Il faut des adversaires, une campagne, même si le scrutin est joué d'avance.»

Hasni Abidi politologue



de campagne à Alger, dimanche. PHOTO RAMZI BOUDINA / REUTERS

Dans le fief du chef de l'Etat, des partisans «fiers» d'«oncle Tebboune»

Sur les hauts plateaux du Tiaret qui ont vu naître le Président, la confiance reste maximale à quelques jours de l'élection de samedi, et malgré des pénuries d'eau difficilement supportables.

Depuis une dizaine de jours, Membarek, un homme robuste au visage bruni par le soleil, fait face à une terrible pénurie d'eau potable. Dans la région de Tiaret, située à 280 km au sud-ouest d'Alger, les niveaux de stress hydrique ont été si élevés en juin que des «*émutes de la soif*» ont éclaté. Le père de famille de 49 ans préfère pourtant blâmer «*Dar-ne Nature*» que les autorités : «*C'est la faute à la sécheresse. Que pouvait faire de plus le président Tebboune ? Il reste le chef de l'Etat, le garant de la stabilité.*»

A moins d'une semaine du scrutin présidentiel, une frange de la population de

l'ouest des hauts plateaux algériens s'apprête à renouveler sa confiance en Abdelmadjid Tebboune. Dans son berceau natal, le président sortant, qui briguera un second mandat lors du scrutin de samedi, avait obtenu son plus haut score électoral en 2019 : plus de 80 % des voix exprimées contre 58,15 % des suffrages au niveau national. Cinq ans après, la tendance ne semble pas s'inverser. Le choix de la continuité prédomine même à Tiaret, où une partie de la population reste sous la menace de pénurie d'eau potable. Les trois barages d'alimentation de la ville ne disposent plus que de 20 % de leurs réserves, et ce

depuis des années. La forte chaleur empêche les nappes phréatiques de se recharger. Pour calmer la colère, le président Tebboune est lui-même intervenu en fixant la date de l'Aïd el-Kebir (la plus grande fête musulmane), le 16 juin 2024, comme dernier délai pour approvisionner l'endroit avec des camions-citernes et des connexions à des puits forés. Même si cela ressemble à un pansement sur une jambe de bois, son geste a été fortement apprécié. Membarek a grandi avec cette idée que le Président est à la fois le chef suprême et le symbole de la nation. Avec l'arrivée de Tebboune à la présidence en 2019, cette confusion ne s'est pas estompée. Pour cette raison, l'Algérie en veut fortement à son fils, jeune lycéen qui faisait partie du groupe qui a bloqué en juin deux routes entre Tiaret et les villes voisines de Frenda et Boucheikif, avec des pierres et des barricades improvisées. «*S'en prendre à l'Etat, c'est mettre en péril la stabilité du pays*», sermonne-t-il.

Effervescence. Majoritairement, le même état d'esprit règne à 300 km de Tiaret. Précisément à Mecheria, commune nichée au centre de la wilaya de Naâma, où le président sortant est né, il y a près de 79 ans, d'un père membre de l'Association des oulémas musulmans algériens et d'une mère paysanne. Le marché animé par les cris des vendeurs de fruits secs et d'épices est le cœur battant de la vie locale. Au centre de cette effervescence, un groupe de fidèles se forme, tel un noyau dur. Ils sont de ceux qui voient en Abdelmadjid Tebboune leur sauveur.

«*Nous sommes évidemment fiers qu'il soit des nôtres. Il était le seul à s'opposer à la bande de Bouteflika [l'ex-président, au pouvoir à partir de 1999, a démissionné en 2019 face à la pression du mouvement de contestation populaire connu sous le nom de «Hirak», ndr] bien avant son accession à la présidence, et il en a payé le prix, estime un vieux marchand de légumes. Sa volonté de s'attaquer à certains hommes d'affaires proches de l'ancien clan présidentiel lui a valu une brutale disgrâce et son limogeage du poste de Premier ministre, trois mois seulement après sa nomination.*» C'est la preuve, selon ce fervent défenseur du

«Qui sait ce que qu'on deviendra si un autre candidat est élu à sa place ?»

Abdelkader garagiste à Naâma

président sortant, de la sincérité de son combat contre les oligarques et la corruption. Elu en 2019 avec moins de 40 % des voix, Abdelmadjid Tebboune est pourtant considéré comme un pur produit du sérail. Il a notamment été l'éphémère Premier ministre de Bouteflika et ministre aux côtés de l'ancien président durant sept ans (de 2001 à 2002 puis de 2012 à 2017). Amar, infirmier, est venu prêter main-forte à son père pendant son jour de repos : «*Le Président a su toucher les cœurs des Algériens avec un discours rassembleur et des actes bienveillants. Certains jeunes d'ici l'appellent ammi ["oncle"] Tebboune en signe d'affection. Il a hérité d'une situation complexe après vingt ans de règne de Bouteflika mais il montre une bonne volonté qu'on n'a pas vue depuis longtemps.*»

Le père et le fils énumèrent simultanément les «*améliorations*» qu'a connues Mecheria depuis le début du mandat du chef de



l'Etat : «*Des écoles renouvées, des centres de santé mieux équipés et de nouvelles routes.*» A l'échelle du pays, les Algériens se plaignent pourtant régulièrement du manque d'équipements dans les hôpitaux et les établissements scolaires. Aïcha, une cliente fidèle, les écoute religieusement, tout en s'affairant à sélectionner quelques navets pour sa sauce de couscous. Son visage creusé par elle vient à son tour donner son avis : «*Il n'est pas parfait mais il a le mérite d'essayer de bien faire pour le peuple que Bouteflika a méprisé pendant toutes ces années.*»

A quelques centaines de mètres, les champs arides de Mecheria s'étendent à perte de vue. Ici, les agriculteurs se battent encore quotidiennement pour tirer le meilleur parti de cette terre inhospitalière. Chaque goutte d'eau est précieuse et chaque récolte un exploit. «*Il nous faut encore davantage d'investissements dans des techniques d'irrigation pour que nos terres difficiles à cultiver puis-*

sent donner de meilleures récoltes», juge Mohamed, agriculteur. Son soutien à Abdelmadjid Tebboune «*n'est pas une question politique, mais un espoir de voir nos attentes satisfaites*», murmure-t-il, comme s'il récitait une prière.

Le volet social joue aussi un rôle dans cette équation. «*Les augmentations de salaires et de pensions de retraite, bien qu'absorbées par l'inflation, montrent que le Président est à l'écoute des démunis et qu'il fera davantage en cas de besoin. Qui sait ce que qu'on deviendra si un autre candidat est élu à sa place ?*» s'interroge Abdelkader, un garagiste de la wilaya de Naâma. Seuls deux candidats affrontent le président sortant samedi. La grande majorité des partis d'opposition, estimant que les garanties d'une élection libre n'étaient pas réunies, ont préféré boudier le scrutin.

Rebellion. La voix d'Abdelkader porte l'écho d'un pragmatisme partagé par de nombreux habitants de cette ville. Le président sortant symbolise une continuité rassurante. Le spectre de la décennie noire qu'est cette période du terrorisme à la fin des années 90, est encore vivace dans les esprits. La peur du chaos renforce l'idée que changer de leadership pourrait aggraver la situation. Amir, propriétaire d'un fast-food, incarne cette génération déçue par une opposition divisée et perçue comme inefficace : «*Nous aspirons à une stabilité même fragile dans un contexte international hostile et inquiétant et une insécurité croissante à nos frontières. Les manifestations du Hirak ont démontré la puissance de la mobilisation mais aussi ses limites. Peut-être que le changement doit être progressif ? Le Président mérite une deuxième chance pour poursuivre son travail.*»

Amir n'est pas naïf. Il concède que le bilan du candidat Tebboune est globalement controversé (libertés réduites, voix dissidentes étouffées, opposants emprisonnés...), et il est conscient de la fatigue politique qui conduit à une sorte de résignation chez les électeurs. «*En face, il n'y a rien de convaincant, et encore moins de possibilités de changement. Même des insatisfaits finiront par voter pour lui.*» Pour le trentenaire, le soutien au chef de l'Etat sortant est une rébellion silencieuse contre une opposition sclérosée et un choix entre «*de statu quo*» ou «*l'inconnu*».

KHADIA BOUZZID

Envoyée spéciale dans la région de Tiaret



Arrivée
de Gisèle Pelicot
et de son fils David
(2^e plan à g.), lundi
au palais de
justice d'Avignon.

Viols de Mazan

«Ils savaient très bien ce qu'ils faisaient»

Victime pendant dix ans de son époux et des dizaines d'hommes recrutés par ce dernier, Gisèle Pelicot a pris la parole publiquement pour la première fois jeudi, en témoignant devant la cour criminelle du Vaucluse.

REPORTAGE

Par
STÉPHANIE HAROUNYAN
Envoyée spéciale à Avignon
Photo
ARNOLD JEROCKI

Gisèle Pelicot veut que l'on écrive ce nom en entier, et plus seulement «P.». Car pour ses enfants et petits-enfants, il est devenu «celui du courage incarné», ont expliqué ses avocats à la presse jeudi matin, à l'issue de son témoignage devant la cour criminelle du Vaucluse. C'est la première fois que la septuagénaire s'exprimait publiquement depuis l'arrestation, il y a quatre ans, de son ex-mari Dominique Pelicot, principal accusé parmi la cinquantaine d'hommes qui comparaissent depuis lundi pour viols et agressions sexuelles. Journalistes, militantes féministes, soutiens anonymes ou simples curieux faisaient d'ailleurs la queue dans le hall du palais de justice d'Avignon pour entendre la principale victime, depuis la salle de retransmission ouverte en plus de la salle principale. A ceux qui s'étonnaient de son refus du huis clos, Gisèle Pelicot a apporté une démonstration sans appel. La voix calme et claire, s'interrompant simplement pour quelques gorgées d'eau, elle s'est exprimée à la barre

durant plus d'une heure trente. Sans un regard pour son ex-mari, aussi prostré dans son box qu'elle se tient droite, elle a raconté sa vie de chaos depuis que l'impossible lui est tombé dessus, ce 2 novembre 2020. Ce jour-là, elle est convoquée au commissariat de Carpentras avec «monsieur Pelicot», comme elle l'appelle durant toute son audition. L'objet du rendez-vous, pense-t-elle alors, doit être cette «béti» que son mari lui a confessée quelques semaines plus tôt et qu'elle a pardonnée, cette interpellation dans un supermarché alors qu'il filmait sous les jupes des femmes. Mais les questions que lui pose le lieutenant de police ne colent pas. «Il me demande comment je définirais la personnalité de mon mari – j'ai dit "un chic type" –, si j'avais une sexualité normale, si je pratiquais l'échange... Jamais, appuie-t-elle. Je suis une femme qu'un seul homme peut toucher.»

VOLONTÉ D'EN FINIR

Sur les deux premières photos que le policier lui présente avec précaution, elle ne se reconnaît même pas. «A la troisième, j'ai dit "l'arrête, c'est insoutenable". Ce sont des scènes de barbarie. Mon monde s'effondre, tout ce qu'on a construit depuis cin-

quante ans. Nos amis disaient qu'on était le couple idéal...»

La suite est un «tsunami». La douloureuse annonce aux enfants, notamment à sa fille, Caroline Darian, qui en hurle au téléphone. La volonté d'en finir, en prenant la voiture et son chien. Les perquisitions dans la maison de Mazan, où ont eu lieu les faits, devenue invivable. Le choc à la découverte du Tenesta, caché dans une boîte. «Je suis comme un boxeur qui tombe et à chaque fois, je dois me relever». Jusqu'au départ définitif de Mazan, après avoir «brûlé» tous ses meubles et souvenirs en ligne. «Je pars avec deux valises, c'est tout ce qu'il me reste. Commence alors le parcours du combattant. A ce moment-là, je n'ai plus d'identité», retrace Gisèle Pelicot.

Elle la reconstitue lentement, réfugiée dans un lieu qu'elle préfère taire. Depuis quatre ans, il faut aussi affronter le douloureux parcours judiciaire, les rendez-vous médicaux interminables, où elle apprend qu'elle a contracté quatre maladies sexuellement transmissibles (MST), l'audition devant le juge d'instruction, apprendre que Dominique Pelicot avait déjà été surpris en train de filmer dans un supermarché, en 2010, et écoupé d'une amende.

«Si j'avais été au courant, j'aurais peut-être gagné dix ans de ma vie», pense-t-elle à la barre. Les dernières années de sa relation sont celles d'une «errance thérapeutique»: soucis gynécologiques inexplicables, moments d'«absence» qui se multiplient. Elle craint un Alzheimer ou une tumeur au cerveau, mais les scanners ne révèlent rien. Au soir des révélations du 2 novembre 2020, sa fille fait le lien avec les médicaments administrés à son insu par Dominique Pelicot. C'est justement «pour toutes ces femmes qui sont droguées et qui ne le savent pas, qui ne le sauront peut-être jamais» que Gisèle Pelicot a voulu un procès public, insiste-t-elle: «J'ai tenu quatre ans pour ça. Pour que, si un jour une femme se lève sans se souvenir de la veille, elle se rappelle mon témoignage.»

Sur le banc des parties civiles, ses trois enfants ne la quittent pas des yeux. S'ils sont un soutien sans faille désormais, leurs relations ont été ébranlées durant de longs mois, confie-t-elle. Avec sa fille surtout, qui décide très vite d'engager un combat contre la soumission chimique, notamment en publiant un livre. «Au début, elle ne comprenait pas que je ne veuille pas explorer plus en détail mon dossier. Je ne voulais pas me mettre en danger, confie Gisèle Pelicot. Je n'ai pu le faire qu'en mai dernier, en prévision du procès. J'ai vu toutes les vidéos. Elles sont plus atroces les unes que les autres. Qu'on ne parle pas de scènes de sexe!» Ce sont ces films des faits qui ont permis aux enquê-

teurs d'identifier une cinquantaine d'hommes (lire ci-dessous).

INSULTE À L'INTELLIGENCE.

La question était déjà au cœur des débats mercredi, alors que plusieurs avocats de la défense avaient suggéré un possible «jeu de couple». Que l'on puisse penser qu'elle était consentante, c'est «une insulte à

l'intelligence, leur répond-elle. Ces individus savaient très bien ce qu'ils faisaient et dans quel état de léthargie j'étais. Ces hommes profitent de moi, ils me souillent, me considèrent comme une poupée de chiffon...» A-t-elle un regard différent sur ceux qui reconnaissent les faits, tente un avocat de la défense? «Je trouve légitime qu'ils reconnaissent les faits.

Le contraire est insupportable.» Elle n'a «aucune pitié» pour ces hommes qui, jamais, n'ont prévenu la police. «Même un coup de fil anonyme aurait pu sauver ma vie.» Son ex-mari, lui, lui inspire un «sentiment de dégoût»: «Quand on a une vie tellement chouette... Je ne comprends pas comment il a pu en arriver là.» Si elle garde son nom d'épouse le

temps du procès, elle qui vit aujourd'hui sous son nom de naissance, c'est «par solidarité avec ses trois enfants. «J'essaie de rester debout. La façade est solide, l'intérieur non. Ce que j'attends de ce procès? Que la justice soit exemplaire.» Dominique Pelicot, lui, devrait témoigner en fin de semaine prochaine. ■

Comment les enquêteurs ont remonté la piste des 51 accusés

Albums photos, reconnaissance faciale, relevés d'appels téléphoniques... Les policiers ont passé deux ans à retrouver les mis en cause. Sans parvenir à tous les identifier.

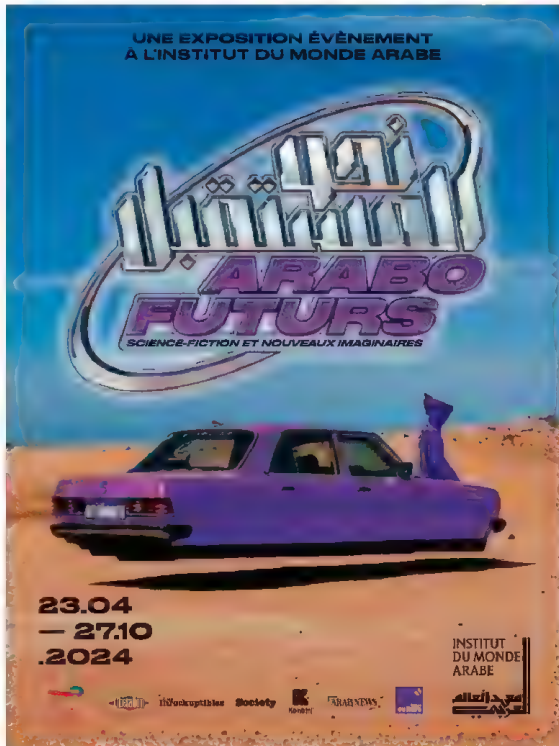
L'enquête, tentaculaire, pèse 31 tomes. Elle s'est conclue en juin 2023 par la mise en accusation de 51 hommes. Mercredi, devant la cour criminelle départementale du Vaucluse où ils comparaissent, le commissaire Jérémie Bosse Platière, ancien patron de la police judiciaire à Avignon, raconte le fastidieux travail pour en arriver là. Tout démarre le 12 septembre 2020, lorsque le vigile d'un supermarché de Carpentras surprend un homme en train de filmer sous des jupes. Dominique Pelicot, 68 ans à l'époque, avoue immédiatement, évoque des «pulsions». Ses deux téléphones sont saisis ainsi qu'un ordinateur, lors d'une perquisition à son domicile de Mazan (Vaucluse). Les enquêteurs trouvent une série de photos et une première vidéo, mais aussi des conversations menées sur le site coco.gg, via lequel le retraité invitait des hommes pour avoir des relations sexuelles avec Gisèle Pelicot. Le 2 novembre 2020, Dominique Pelicot est à nouveau convoqué chez les policiers avec sa femme, à qui ces derniers révèlent tout. Nouvelle perquisition. Le mis en cause guidera lui-même les enquêteurs dans sa maison, jusqu'à la boîte de Tenesta (médicament qu'il administre à sa femme quand un rendez-vous est programmé) cachée dans une boîte d'après-ski, et jusqu'à un disque dur externe, caché sous une imprimante. L'affaire change de dimension: les enquêteurs y trouvent un dossier nommé «Abus», contenant près de 3800 fichiers, photos ou vidéos, classées dans des sous-dossiers baptisés du nom ou du pseudo de l'homme impliqué, avec la date des faits, parfois même un numéro de téléphone ou des détails sur les actes pratiqués. Les enquêteurs comptabilisent 200 faits, dont ceux commis sur son épouse par Dominique Pelicot.

«Lien». C'est à partir de ces dossiers que les policiers vont établir une liste d'individus. Ils en comptent 72, certains venus jusqu'à six fois. Le travail de recouplement dure deux ans. Les enquêteurs s'appuient sur les factures téléphoniques de Dominique Pelicot, mais aussi sur plusieurs numéros que le principal mis en cause, sitôt libéré de sa première garde à vue, a tenté de bloquer. «On va partir des numéros de téléphone et regarder à chaque date s'il y a un lien entre l'appel passé et les faits retrouvés», précise Jérémie Bosse Platière devant la cour. Les opérateurs téléphoniques sont sollicités, et les noms cherchés sur Internet ou soumis à la préfecture. Objectif des enquêteurs: obtenir une photo et ensuite la comparer avec les images issues du disque dur.

Le cheminement est aussi inverse: sur les photos et les vidéos dont ils disposent, les policiers isolent les visages des mis en cause, et en font la base de leurs recherches. Dans l'ordonnance de la juge qui conclut l'enquête, on apprend que la diffusion d'un album photo ainsi constitué par les enquêteurs mène un gendarme du coin à reconnaître un homme, qui fait aujourd'hui partie des accusés. Autre méthode: les enquêteurs injectent les portraits photo dans le traitement des antécédents judiciaires (TAJ), qui possède une fonctionnalité de reconnaissance faciale. Cette technique permet d'identifier un tiers des auteurs, précise le commissaire Jérémie Bosse Platière. Sur les 72 cibles de départ, 54 hommes sont identifiés, dont 53 interpellés, entre fin 2020 et l'automne 2021. Parmi eux, quatre ne comparaissent pas devant la cour criminelle du Vaucluse

aujourd'hui: deux ont bénéficié d'un non-lieu (leur dossier était créé sur le disque dur, mais resté vide), et deux sont morts.

Processus. Les policiers présumant aussi l'existence d'autres victimes. D'abord, ils repèrent un certain «Rasmus», qui aurait invité Dominique Pelicot à pratiquer les mêmes faits: violer sa compagne sous soumission chimique. L'homme, identifié, est lui aussi dans le box des accusés depuis lundi. Dans les archives informatiques du principal suspect, les enquêteurs ont également retrouvé des vidéos où apparaissent d'autres femmes, visiblement endormies, mais n'ont réussi à identifier que quatre hommes soupçonnés d'avoir eux aussi suivi le même processus. Les dossiers ont été transmis aux parquets concernés, sans que le chef d'enquête n'ait de nouvelles. **S.Ha.** (à Avignon)



«Même un coup de fil anonyme aurait pu sauver ma vie.»

Gisèle Pelicot



Pernod-Ricard «renonce» à son partenariat avec le PSG Face à l'ampleur de la polémique, Pernod-Ricard a annoncé jeudi renoncer à son partenariat avec le PSG. Les supporters de l'OM, pour qui l'entreprise est avant tout marseillaise, avaient violemment réagi lundi au moment de l'annonce et menaçaient de boycotter les produits de la marque. Ce partenariat entre Pernod-Ricard et le PSG avait été signé pour une durée de quatre ans et faisait de la marque fondée par le marseillais Paul Ricard, créateur du célèbre pastis, l'unique fournisseur de spiritueux du club de la capitale à l'étranger. PHOTO AFP



Joe Biden, Kamala Harris et leur équipe de négociateurs, à la Maison Blanche lundi. PHOTO WHITE HOUSE VIA REUTERS

Pour Washington, l'interminable quête d'une trêve à Gaza

Choquée par la mort de six otages israéliens à Gaza, l'administration Biden veut mettre le Hamas et Netanyahu face à leurs responsabilités. Si l'accord de trêve «est conclu à 90%», deux différends majeurs subsistent.

Par **FRÉDÉRIC AUTRAN**

Interminable feuilleton cherché désespérément épilogue. Bien loin de la discrétion diplomatique de messe pendant des mois, les pourparlers autour d'une trêve à Gaza ont pris ces jours-ci une tournure de plus en plus publique, politique et médiatique. L'exécution par

le Hamas, en fin de semaine dernière, de six otages israéliens, dont les corps ont été retrouvés par des soldats de Tsahal dans un tunnel de Rafah, a agi comme un électrochoc en Israël comme aux Etats-Unis. Remettant au cœur de l'agenda l'urgence de parvenir à un accord, sur lequel belligérants et médiateurs butent depuis des mois. Dans un contraste saisissant avec l'accoutumance aux dizaines de civils palestiniens tués chaque jour dans l'enfer de Gaza, la mort des six captifs – et en particulier celle de Hersch Goldberg-Pollin, également américain – a déclenché des manifestations inédites et une grève générale en Israël, des critiques virulentes contre le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, et l'indignation de Washington. Dès son retour

de congés, lundi, Joe Biden a réuni en urgence à la Maison Blanche son équipe de négociateurs, en compagnie de la vice-présidente, Kamala Harris, candidate démocrate à la présidentielle de novembre.

Calvaire. Ni l'administration Biden ni la société civile israélienne ne font mystère de leur priorité : «ramener à la maison» les otages encore détenus à Gaza – une centaine environ, dont une trentaine seraient déjà morts. Il est «absolument essentiel» de conclure une trêve, a mar-

L'HISTOIRE DU JOUR

telé jeudi l'ambassadeur américain en Israël. «C'est ainsi que l'on sauve des vies. Après ce week-end, nous devons comprendre que le temps presse, que ces vies ne pourront plus être sauvées si nous attendons trop longtemps», a prévenu Jack Lew.

Alors que le Hamas et Netanyahu se rejettent mutuellement le manque d'avancées dans les négociations, les Etats-Unis, principaux médiateurs avec l'Egypte et le Qatar, tiennent visiblement à mettre chacun face à ses responsabilités. Y compris publiquement. Dans la nuit de mercredi à jeudi, un haut responsable de l'administration Biden, directement impliqué dans les pourparlers, a ainsi offert l'un des aperçus les plus détaillés à ce jour du contenu et de l'état des discussions. «L'accord est conclu à 90%», a-t-il indiqué lors d'une conférence téléphonique avec la presse, évoquant un texte de 18 paragraphes, dont 14 finalisés – ceux qui portent notamment sur le volet humanitaire (entrée à Gaza de 600 camions par jour, dont 50 de carburant, réhabilitation des hôpitaux et infrastructures essentielles,

accès sans entrave pour l'ONU et les ONG). Un paragraphe doit faire l'objet d'un ajustement technique. Les trois autres, au cœur des discussions depuis plusieurs semaines, ont trait à l'échange des otages israéliens contre des prisonniers palestiniens. L'accord inclurait la libération, lors d'une première phase de 42 jours, de 800 prisonniers palestiniens détenus en Israël, dont certains purgent des peines à perpétuité. Ils seraient relâchés en échange d'une trentaine d'otages – toutes les femmes, dont des militaires, les hommes de plus de 50 ans et tous les malades ou blessés. Mais trois des six otages exécutés la semaine dernière par le Hamas figuraient dans cette liste initiale, ce qui contraindrait à reprendre d'épineuses tractations. Le second point de crispation porte sur la présence mili-

taire israélienne le long du couloir de Philadelphie, qui marque la frontière entre l'Egypte et la bande de Gaza. «Rien dans l'accord ne mentionne le corridor de Philadelphie», a souligné le haut responsable américain, ajoutant que le texte prévoyait uniquement, au cours de la première phase, un retrait de l'armée israélienne de toutes les zones densément peuplées. Un «différend» existe, a-t-il reconnu, sur la définition précise de ces zones, simplement matérialisées par «deux cartes montrant le redéploiement» de Tsahal et versées en annexe à l'accord de trêve.

Insistance. A deux reprises cette semaine, Netanyahu a martelé que le maintien du contrôle permanent de ce couloir frontalier était vital pour la sécurité d'Israël et pour empêcher le Hamas de se réarmer via l'Egypte. «Le premier objectif de la guerre était de détruire les capacités militaires et de gouvernance du Hamas. Le deuxième était de libérer nos otages, et le troisième était de s'assurer que Gaza ne représente plus jamais une menace pour Israël. Ces trois objectifs passent par le contrôle israélien du couloir de Philadelphie», a-t-il déclaré mercredi soir lors devant la presse étrangère. Une insistance dénoncée à demi-mot par Washington. «Prendre des positions fermes au milieu d'une négociation n'est pas toujours particulièrement utile», a euphémisé le haut responsable américain.

Frustrés par ces interminables négociations, certaines familles d'otages américains encore retenus à Gaza (sept dont quatre présumés vivants) auraient demandé à l'administration Biden d'envisager un accord avec le Hamas qui contournerait Israël, selon NBC News. Sans exciter totalement cette piste, qui marquerait une rupture symbolique forte avec son allié israélien, la Maison Blanche semble donner la priorité à un accord global. Conséquente, en outre, que le Hamas veut prioritairement un cessez-le-feu à Gaza et la libération de centaines de Palestiniens détenus en Israël. Deux choses que seul l'Etat hébreu peut lui accorder. ♦



LIBÉ.FR

A Carcassonne, le procès d'un lynchage raciste commis lors d'une fête de village A l'été 2022,

alors que des rumeurs persistantes de piqûres sauvages parcourent la France, la psychose saisit une fête dans une commune de l'Aude, et aboutit à un déchaînement de violences contre deux hommes racisés. Le procès de trois prévenus s'est tenu mercredi. A lire sur notre site : le compte rendu d'audience de notre correspondante. PHOTO LINDEPENDANT MAXPPP



Parajudo Sandrine Martinet en argent

Pour la quatrième fois de sa carrière, la parajudoka française Sandrine Martinet cale en finale olympique. Rio reste l'unique sacre de la carrière de Sandrine Martinet aux Jeux. Ce jeudi, dans une Aréna Champs-de-Mars en folie, elle s'est inclinée contre la Kazakhstanaïse Akmaral Nauatbek en finale (J2) des -48 kg. PHOTO REUTERS



Paracyclisme Florian Jouanny en or

Médaillé de bronze mercredi en contre-la-montre, Florian Jouanny affichait une mine dépitée. Pas un sourire, malgré le podium : le Français de 32 ans était venu chercher plus que du bronze. Alors jeudi, il s'est offert une séance de rattrapage dorée : sur une route trempée à Clichy-sous-Bois, il s'est imposé dans la course en ligne, qui regroupait les handbikes des catégories H1 et H2. PHOTO REUTERS

Cécifoot : les Bleus écartent la Colombie et filent en finale

C'est drôle comme il a moins fière allure sous la pluie, le stade tour Eiffel et son terrain bleu turquois. On préférait le coucher de soleil d'il y a deux jours puis la nuit face à la grande dame scintillante, quand l'équipe de France de cécifoot avait battu sans se faire trop de frayer la Turquie (2-0). Mais jeudi après-midi au moment de grimper en tribunes pour assister à la demi-finale des Bleus face à la Colombie, c'était plutôt pulls, anoraks et parapluies. L'ambiance n'aidait pas à casser la morosité non plus : on était sur quelque chose de beaucoup plus timide, plus calme, que ce qu'on avait vu jusqu'à présent. Difficile de faire mieux avec des gradins en partie vides – ils se rempliront au fur et à mesure du match. Alors on a misé sur l'équipe de France pour réchauffer tout le monde. Et on a bien fait : les Bleus l'ont emporté (1-0) face à la Colombie et joueront samedi pour l'or.

Pour les hommes de Tous-saint-Akpwé, le menu était pourtant salé : la Colombie est peut-être l'équipe la plus en forme du moment der-

rière le Brésil. Les jaunes et rouges, pourtant 12^e nation au classement mondial, avaient battu les Bleus début juin (1-0) et remporté le prestigieux World Grand Prix à Schlitzheim (Bas-Rhin). A Paris, ils étaient sortis vainqueurs de leur poule (deux victoires, un nul). Frédéric Villeroux, le capitaine des Bleus, nous avait briéffés : « Il y a deux mobylettes devant, le 10 et le 9, le 7 qui tient bien le ballon au milieu, distribue, dur à l'impact aussi. Ça va être une bataille du milieu de terrain, et une bataille physique. »

Carambolages. La bataille physique, on la sent d'entrée. Et les joueurs aussi. On voit d'abord des coups et des carambolages à n'en plus finir – jouer sur un terrain détrempé et donc glissant n'aide pas. Les mobylettes devant, on les aperçoit vite aussi. A commencer par « le 10 ». Juan David Perez Quintero, seul buteur de son équipe à Paris (deux réalisations en poules). Des tribunes, la sorte de bonnet de bain jaune qu'il porte sur la tête accroché le regard.

Quant au ballon, il semble comme attiré par ses pieds : toutes les attaques colombiennes passent par lui. Heureusement, le joueur de 28 ans est jeudi maladroït : sa première frappe finit en tribune, la seconde à quelques centimètres de la tête d'un photographe (sacré réflexe !).

La France a son numéro 10 aussi, treize ans plus vieux que Perez Quintero, mais au moins tout aussi bon : Frédéric Vil-

leroux. Comme nous du premier tour, le capitaine est partout. C'est lui qui récupère les ballons, lui qui met des tampons quand il faut, lui aussi qui obtient les plus grosses occasions, comme ce face-à-face avec le gardien colombien en début de rencontre – le tir finit dans les parties intimes du portier. Aux citrons, match nul sur tous les tableaux : quatre frappes partout, quatre fautes aussi, et 51% à 49% au niveau de la possession (pour la Colombie). Ah tiens, le soleil est revenu. Le deuxième acte ressemble à une partie de ping-pong : une grosse occasion colom-

bienne, puis une française, puis une colombienne, et ainsi de suite. Comme face à la Chine en poules, Alessandro Bartolomucci multiplie les parades, son homologue l'imite. Puis sur un corner, après un cafouillage, le ballon arrive dans les pieds de Villeroux (encore et toujours), à trois mètres du but. Le vétéran ne se pose pas de question : il tire tout droit, et tout fort. Le gardien colombien se troue. 1-0 pour les Bleus à quatre minutes de la fin.

Explosion. Pas vraiment en danger, les Bleus tiennent jusqu'au bout. La foule, silencieuse pour permettre aux joueurs d'entendre le ballon doté de gretots et les consignes, explose. Sur le terrain, les joueurs s'effondrent pendant que Villeroux dégage le ballon en tribunes. Loin d'être favorite, l'équipe de France l'a fait : elle repartira de Paris médaillée, d'or ou d'argent. Rendez-vous samedi à 20 heures, face à l'Argentine ou au Brésil. Avec du beau temps, s'il vous plaît, et une tour Eiffel qui scintille à nouveau.

JULIEN LECOT

Education : en Seine-Saint-Denis, la lutte pour un plan d'urgence géographique du service

Les enseignants de Seine-Saint-Denis remplissent. Lors d'une conférence de presse jeudi, les représentants de l'intersyndicale 93 ont présenté les résultats d'un nouveau sondage réalisé dans les établissements du département en cette rentrée et ont appelé à manifester et à se mettre en grève mardi, journée de mobilisation plus large dans l'Education nationale.

« L'incendie n'est pas éteint dans les écoles et les établissements de Seine-Saint-Denis, alerte Louise Paternoster, enseignante en maternelle à Saint-Denis et cosécétaire départementale de la CGT

Educ'action 93, rappelant la forte mobilisation des personnels et des parents qui a rythmé l'année scolaire dernière. Depuis décembre, rien n'a été écouté. La situation catastrophique qu'on annonçait est là. Dans les écoles, il n'y a déjà plus de remplaçants, tous les collègues sur des postes brigades (chargés de remplacer des congés courts, ndr) ont été affectés sur des postes à l'année. »

Afin de redonner de la force à leurs revendications, les syndicats ont donc sondé les établissements du département sur leurs besoins, comme ils l'avaient fait l'an passé. Résultat, selon les ré-

penses de plus de la moitié du millier d'établissements du territoire : dans le second degré, il manque au moins un professeur dans 65% des collèges et 71% des lycées. « Il y avait 600 néocontractuels à la prérentree pour l'académie de Créteil (qui couvre également les départements de Seine-et-Marne et du Val-de-Marne). L'année dernière, ils étaient 30 », lâche Zoé Butzbach, professeure d'histoire-géographie à Aubervilliers et cosécétaire départementale de la CGT Educ'action 93. Les revendications du plan d'urgence sont les mêmes que l'an passé. La principale :

deux collectifs budgétaires, l'un pour les moyens humains, l'autre pour le bâti, d'un montant total de 358 millions d'euros. Autre demande : la limitation des effectifs à 20 élèves maximum par classe, sous niveaux confondus. L'intersyndicale, qui devait être reçue par la ministre de l'Education démissionnaire, Nicole Belloubet, le 11 juin, avec l'espoir d'obtenir des annonces, a vu le rendez-vous annulé pour cause de dissolution de l'Assemblée nationale. Elle exige d'être reçue par le prochain ou la prochaine ministre pour relancer les négociations.

ELSA MAUDET



Féminicide la marathonnienne ougandaise Rebecca Cheptegei, brûlée « à plus de 80% », est morte

L'Ougandaise Rebecca Cheptegei, 44^e du marathon des Jeux de Paris, est morte jeudi des suites de ses brûlures, après que son compagnon l'a immolée par le feu dans l'ouest du Kenya dimanche. Selon la police, le compagnon kényan de l'athlète âgée de 33 ans, s'était introduit dans sa maison alors qu'elle se trouvait à l'église avec ses enfants. A leur retour, il a « versé de l'essence sur Rebecca et mis le feu ». L'état de santé des enfants reste inconnu. (avec AFP) PHOTO REUTERS

Déchetteries parisiennes

Des pots-de-vin dans les bennes à ordures

ENQUÊTE

Alors que trois agents municipaux sont jugés vendredi pour avoir accepté, moyennant bakchichs, des déchets illicites provenant du BTP, «Libération» révèle un rapport confidentiel sur la gestion des centres de tri de la capitale.

Par
EMMANUEL FANSTEN
Photos
DENIS ALLARD

C'est une enquête administrative édifiante, dont les conclusions n'ont jamais été rendues publiques. Discrète-

ment commandé fin 2019 à l'Inspection générale de la ville de Paris par la maire, Anne Hidalgo, face à des soupçons de corruption dans des déchetteries de la capitale, ce rapport dévoilé par *Libération* a pourtant connu des développements judiciaires. Trois agents municipaux sont jugés ce vendredi pour avoir

touché au moins 200 000 euros de la part de professionnels du BTP en échange du dépôt illégal de leurs déchets entre début 2016 et fin 2021. Selon l'enquête de la section économique et financière du parquet de Paris, l'argent était réparti «équitablement» entre les membres d'un même groupe. Poursuivis pour «cor-

ruption passive» et «blanchiment aggravé», ils encouront jusqu'à dix ans d'emprisonnement. Une affaire emblématique, pour ne pas dire systémique. Si la lecture de ce rapport permet de comprendre le dossier jugé à Paris, il met surtout en lumière les incroyables dysfonctionnements

qui ont longtemps régné dans les déchetteries parisiennes, véritable far-west pris d'assaut par des entreprises prêtes à tout pour évacuer leurs gravats. «Le risque de corruption est majeur», souligne le rapport de l'Inspection daté de novembre 2020, à l'origine de l'enquête pénale. Contactée, la mairie de Paris



La déchetterie
de la Porte
de la Chapelle,
mercredi soir.

vidéosurveillance au sein des déchetteries parisiennes. «Tous les signalements font l'objet d'enquêtes internes et le cas échéant de transmissions au procureur de la République en vue de l'ouverture de poursuites pénales», assure en outre la ville, qui s'est constituée partie civile dans le dossier judiciaire impliquant ses employés.

Tout a commencé par le signalement d'un agent du centre de tri de la Porte de la Chapelle, dans le XVIII^e arrondissement, qui a raconté à ses supérieurs avoir vu de l'argent circuler entre des usagers et certains de ses collègues. L'homme évoque des «bachichs» pour faire passer certains déchets, et même un «pot commun» destiné à redistribuer l'argent détourné. Ce serait notamment le cas de la Chapelle, déchetterie enregistrant les plus forts tonnages de déchets avec l'établissement de la Porte de Pantin (XIX^e). Alors que ces espaces de tri sont en théorie exclusivement réservés aux particuliers, qui peuvent y déposer gratuitement jusqu'à trois mètres cubes de déchets par jour, ils seraient surtout fréquentés par des professionnels du bâtiment à l'éthique élastique. Alors que ces derniers sont censés déposer leurs gravats dans des établissements dédiés, deux possibilités s'offrent à eux pour frauder le système : se faire passer pour des particuliers en exhibant des justificatifs bidons, ou graisser la patte des agents. Un système généralisé selon le lanceur d'alerte, qui concernerait également les sept autres déchetteries parisiennes. À l'époque, des dénonciations interviennent régulièrement sous la forme d'avis Google, de courriers adressés à la DPE ou d'appels anonymes d'usagers mécontents affirmant avoir été victimes de tentatives de corruption de la part des agents.

DES AUDITEURS EN MISSION INCOGNITO

Pour tenter de vérifier ces lourdes accusations, les auditeurs de l'Inspection générale commencent par organiser des visites incognito dans les différents établissements, pour la plupart situés en bordure de périphérie. Comme pourraient le faire des policiers infiltrés, ils débarquent l'air de rien au volant d'une voiture de tourisme pour déposer des déchets ménagers, et en profitent pour observer le comportement des usagers et des agents. Cette technique dite du «client mystère» leur permet d'abord de relever «une fréquentation manifestement très majoritaire, pour ne pas dire exclusive» des déchetteries par des pros du BTP. Plusieurs indices permettent de détecter facilement cette clientèle particulière : l'état des camionnettes, souvent sales et en mauvais état ; le volume important de déchets déposés (gravats, fenêtres, tubes métalliques, lattes de plancher...) ; les factures d'entreprises disposées en évidence sur le tableau de bord ; ou encore le conducteur accompagné d'ouvriers de retour du chantier...

Sur place, les auditeurs *under cover* remarquent également plusieurs

«Il y a une sorte d'omerta. Il y a des chefs qui ont peur. S'il y en a un qui tombe, tout le monde tombe, c'est un véritable réseau.»

Un cadre du service des déchetteries du XVIII^e arrondissement

usagers avec des billets de banque dépassant ostensiblement de leur poche de veste. «Des attitudes douteuses ont pu être relevées à de multiples reprises», notent-ils dans leur rapport. Un constat qui va être corroboré par plusieurs témoignages accablants recueillis au cours de l'enquête administrative au sein de la Direction de la propreté et de l'eau (DPE), le service chargé des déchetteries. Pour la plupart de ses employés, l'omniprésence du BTP semble être un secret de Polichinelle. «La fréquentation des déchetteries est bien évidemment le fait de professionnels», admet un cadre de la DPE. «De mon intime conviction, 80% des usagers ne paraissent pas être des particuliers», estime un autre, évoquant, comme plusieurs de ses collègues, la circulation de cash. «Les professionnels payent en fonction des volumes, ça peut aller jusqu'à 50 euros pour toute la camionnette de gravats, détaille un gros client habitué du système. Certains ont parfois 300 sacs de gravats à vider, alors il faut qu'ils soient admis pour un second passage, c'est la raison pour laquelle les bennes sont pleines en permanence. Les agents font passer ceux qui payent d'abord, les clients ordinaires doivent patienter et ont du mal à rentrer. À la Chapelle, c'est régulier, les usagers préparent les billets... Ils sont plus gourmands qu'à Pantin.

Les agents d'accueil se partagent tout sous l'égide des chefs». Plusieurs signalements seraient remontés à la hiérarchie, sans faire de vagues. «Il y a une sorte d'omerta, dénonce même un cadre du service des déchetteries du XVIII^e arrondissement. Il y a des chefs qui ont peur. S'il y en a un qui tombe, tout le monde tombe, c'est un véritable réseau.»

Entendue à son tour, la cheffe de division de la déchetterie s'étonne de la «fidélisation» des agents sur le site de la Porte de la Chapelle tout en confirmant une «fréquentation rémunérée par des professionnels», indissociable selon elle de l'augmentation de quantités collectées, en particulier des gravats (+50% par rapport à d'autres types de déchets). Cette cadre indique par ailleurs que des agents sont souvent agressés verbalement mais ne portent pas plainte, officiellement pour éviter les représailles. «Mais en réalité, précise-t-elle, c'est sans doute pour ne pas exposer certaines pratiques douteuses.» Les incidents sont pourtant bien réels dans les déchetteries, comme cet agent frappé à coups de poing car il refusait un dépôt trop important de bouteilles de gaz et de pots de peinture. Une pression physique considérée par certains comme un des principaux facteurs de corruption, après la faiblesse des salaires et des primes (à peine 50 euros par mois, quatre fois moins que les conducteurs d'engins par exemple).

EVITER LES DÉPÔTS SAUVAGES

Si les nombreux faits et témoignages recensés dans le rapport ne permettent pas de «caractériser une corruption généralisée et de grande ampleur» aux yeux de l'Inspection générale, ils n'en sont pas moins dévastateurs pour la gestion municipale. D'autant que le problème ne date pas d'hier. Dès 2011, des dysfonctionnements et des soupçons de corruption avaient déjà été pointés dans un rapport de la Direction

des usagers, des citoyens et des territoires (DUCT) consacré aux déchetteries. À l'époque, il n'en existait que six dans la capitale, dont quatre gérées par des sociétés privées. Certains de leurs employés étaient alors régulièrement accusés d'octroyer des passe-droits contre rémunération et de procéder à du racket sur les clients. Face au scandale, ce rapport avait conduit à la municipalisation de toutes les déchetteries en 2014. «Mais la plupart des constats effectués en 2010 restent valables», déplore le rapport de la ville.

Si de tels comportements ont pu prospérer aussi longtemps, ce serait d'abord en raison des «incohérences» et «manquements» du règlement intérieur des déchetteries parisiennes, qui constituent selon l'Inspection générale autant de «tentations» pour les professionnels du BTP d'accéder à ces espaces qui leur sont interdits pour y déposer leurs déchets gratuitement. Une situation favorisée par l'absence quasi totale de contrôle interne au moment des faits visés, comme l'ont confirmé plusieurs agents interrogés. À tel point que la hiérarchie supérieure est ouvertement suspectée par l'Inspection générale de la ville de «privilégier la paix sociale aux dépens de la déontologie». Plus stupéfiant encore, différents cadres ont indiqué que le libre accès des professionnels aux déchetteries était «couvert par l'autorité politique», afin d'éviter la prolifération de dépôts sauvages qui se multiplient en région parisienne et ailleurs. Une pratique qui n'aurait plus cours selon la ville de Paris, qui affirme à Libération avoir «durci» son règlement intérieur en mai 2024 et engagé un travail avec le secteur du bâtiment afin de transférer aux professionnels la mise en place d'installation de reprise de déchets, conformément à la loi. «Les déchetteries publiques parisiennes n'accueilleront donc plus de déchets du bâtiment à l'issue de ce processus», promet la ville. ◆



Le service de dépôt d'ordures est en principe gratuit et réservé aux particuliers.

affirmer s'être engagée depuis dans la mise en place progressive d'une série de mesures visant à lutter contre de telles dérives, notamment le renforcement de l'encadrement des agents affectés à ces établissements, l'instauration d'une limite de volumes de gravats acceptés et le déploiement d'un dispositif de

IDÉES/

«Je vis libre mais je suis prisonnière de mon exil»

Près de deux ans après le mouvement «Femme, vie, liberté» déclenché en Iran par la mort de Mahsa Amini, l'actrice et autrice d'un spectacle sur son parcours Mina Kavani raconte la distance qui la sépare de son pays depuis qu'elle l'a quitté en 2013 et évoque la vie d'avant et celle d'après.

Onze années sont passées. Onze années depuis mon dernier voyage dans mon pays, l'Iran. Aujourd'hui, je suis une autre femme et pourtant, je suis la même. On me demande souvent : «Ça ne te manque pas ?» Et j'ai toujours du mal à répondre. J'imaginais que si l'on posait cette question à une personne qui a perdu une jambe ou un bras, elle aurait la même difficulté à répondre, car la question est tellement absurde. Le manque est anormal, tellement contre-nature que tu n'arrives même plus à savoir où placer cette douleur, parmi les autres douleurs. Simplement, tu deviens anormale, hors norme, tu ne t'en rends pas compte mais tu essaies d'arrêter le temps, de ne pas le voir passer, ce temps qu'on te vole. Car pendant ce temps, tu rates des choses, des êtres, et le fait de l'imaginer, cela te rend folle.

JE HAIS LA POLITIQUE

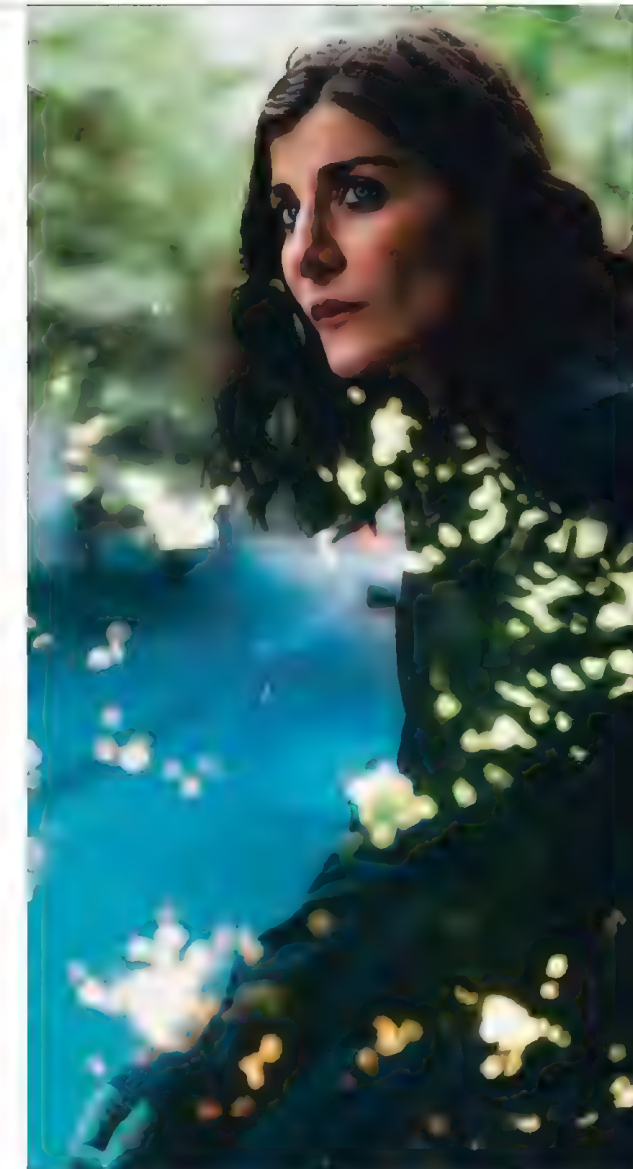
Ton rapport au temps, aux lieux et aux êtres change. Tu es hantée, par des odeurs, des couleurs, des images, des voix, par des êtres du passé... et tu n'arrives pas à construire ta vie, mais tu essaies d'être forte, parce que tu es forte. Tu as tout quitté, pour ta passion, pour ton art, pour tes rêves. Et tu ne t'es pas laissé pourrir par leurs mains, laissé mourir dans le désespoir. Tu as su dire non. Non ! Je ne veux pas être cette femme soumise que vous aimeriez que je sois ! Je ne veux pas être une femme censurée et je suis partie. Dans ces moments, je me dis que je suis une combat-

tante, je me sens forte. Et puis, je sens une odeur, je me souviens d'une image et toutes ces barrières que j'ai construites autour de moi s'effondrent d'un coup. Et je me rends compte que, oui, je suis fracassée de l'intérieur et que cela ne se réparera jamais. Je ne pourrai jamais avoir une vie normale, construire une famille, faire des enfants, parce qu'on m'a déjà volé la mienne et il faut que je la retrouve, sous peine d'en mourir.

Comment laisser tout ce qu'on a construit derrière soi pour construire ici une nouvelle vie ? Abandonner tout ce que l'on a été un jour, pour devenir une autre ? Peut-être faut-il mourir pour naître ? Mais même dans cette transformation, cette autre vie reste cachée dans toutes mes cellules, comme des champignons dispersés dans tout mon corps et mon âme. Alors je deviens double. Il y a la vie d'avant et celle d'après, le moi d'avant et celui d'après, et nous sommes en permanence ensemble. Et puis il y a cette peur, ce cauchemar. Rien que de l'écrire, cela me fait mal. Que se passerait-il si un jour mon téléphone sonnait et qu'on me disait que l'on ne doit pas me dire ? Si un jour mes parents disparaissaient ? Pourrais-je aller les serrer dans mes bras une dernière fois ? Serai-je encore forte et combattante ? L'art me tendra-t-il alors la main ? Je ne pense pas. J'en mourrai ce jour-là, j'en mourrai c'est certain.

Et c'est à ce moment-là que je prends conscience du mot «exil». Oui, je suis un être en exil. À ce moment-là, ma passion, mon art, ma liberté perdront tous leurs sens. Plus rien n'aura de sens. Je commence alors à me haïr. Tout ça pour des rêves d'actrice, pour vivre libre ? Suis-je vraiment libre maintenant ? Je vis libre mais je suis prisonnière de mon âme, prisonnière de mon exil et de mon statut de «réfugiée politique». Je ne fais pourtant pas de politique ! Je hais la politique !

Oui je vivais dans une dictature mais mon esprit était libre, mon âme me semblait légère, j'étais gaie, joyeuse, rebelle, je faisais tout ce qu'il ne fallait pas faire là-bas. Et aujourd'hui que suis-je devenue ? Une Parisienne soumise, peureuse ! Qui vit ici et qui rêve d'ailleurs ! Oui, je suis de ces personnes qui n'appartiennent à nulle part, je me sens aussi étrangère à Paris qu'à Téhéran. Heureusement, j'appartiens à mon



univers, à mon imaginaire. Je pense à la poétesse Ingeborg Bachmann, à ce poème qui me revient souvent à l'esprit... «Je suis un(e) mort(e) qui chemine, enregistrée(n) nulle part, inconnu(e) au royaume du préfet, en surnombre dans les villes dorées et la campagne verdissante, écarté(e) depuis longtemps et doté(e) de rien, que du vent, du temps et du son...» Mais toutes ces pensées me mordent, je hais mon désespoir, je refuse de sombrer : «Rappelle-toi de ce que tu as fait quand tu as tout quitté.» Alors je retrouve de la force, et cette force existe. À l'époque, en 2013, nous étions loin du «Zan, zendegi, azadi» («femme, vie, liberté»). Le mouvement n'était pas encore

à la mode. J'essaie de me rappeler en détail, de me souvenir exactement de tout ce qui s'est passé dans ma tête le jour où j'ai reçu la proposition de jouer le rôle principal du film engagé *Red Rose* de Sepideh Farsi. Je suis tombée amoureuse du personnage de Sarah, cette femme libre dans sa tête et dans son corps. Elle manifestait de tout son être et avec son corps contre le régime d'Achmadinejad. Elle voulait lutter pour sa liberté, et pour cela elle faisait l'amour, sauvagement, se purifiant ainsi de toutes les saletés qu'elle vivait chaque jour dans les rues de Téhéran. Je voulais être cette Sarah, je voulais devenir cette femme, donner mon corps à ce person-

Mina Kavani,
jeudi. PHOTO
EMMA BPSKI

tourner en Iran. » J'ai répondu : « Bah oui ! Je suis sûre ! » La vérité est que je ne mesurais pas du tout, à ce moment, ce que cela voulait dire « ne plus jamais retourner chez soi ». Je pensais alors aux années qu'on m'avait déjà volées, adolescente, à la peur, l'angoisse et l'horreur qui faisaient partie de notre quotidien. Je voulais rattraper ces années-là, reprendre ma vie en main. Je ne voulais pas être cette actrice qui doit se montrer la veille de chaque représentation à un « jury de censure ». Alors j'ai fait ce film. Avant sa sortie, je me suis dit : « Il faut que je fasse un dernier voyage. » C'était en 2013, je venais de sortir du Conservatoire national supérieur d'art dramatique et comme à chaque été, j'avais le projet d'aller voir mes parents à Téhéran. Mais c'était alors différent. Je savais que c'était la dernière fois, mais je ne l'ai pas dit à mes parents ni à personne. J'ai juste pris une caméra et j'ai tout filmé : le quotidien de mes parents dans toute sa banalité, leur maison, leurs repas, mes amis avec lesquels on se retrouvait toujours « underground » pour faire la fête, boire, danser et fumer. J'y suis restée trois mois, puis le jour du départ est arrivé. C'est comme si c'était hier, je me souviens absolument de tout. Il était 5 heures du matin, je me suis réveillée pour aller à l'aéroport, tout était déjà différent, comme si tout avait plus d'intensité, les sons, les odeurs, les couleurs, tout était angoissant, même le vent doux du mois de septembre qui portait l'odeur du jasmin et le sourire de mon père m'angoissaient. Finalement, je les ai embrassés, je suis montée dans la voiture, et avant que mon père ne démarre, juste avant, mon regard a croisé celui de mon chien qui me fixait à travers la fenêtre de la cuisine. Je savais qu'il savait ce que moi seule savais, il avait compris que peut-être nous ne nous reverrions jamais. Je ne l'ai plus jamais revu, je ne suis plus jamais retournée dans cette maison.

Je suis arrivée à Paris, le cœur lourd. Le film sort au Festival international du film de Toronto. Et puis un jour ma sœur m'appelle, elle me dit de taper mon nom sur internet en farsi, il est écrit : « Mina Kavani, la première actrice pornographique. »

Onze années se sont passées, onze ans depuis mon dernier voyage. Aujourd'hui, je suis une autre femme et pourtant la même. Mais je cherche toujours quelque chose. Je ne sais pas où je pourrais le trouver, je sais que je ne le trouverai pas en Iran, ni à Téhéran, puisque mon Téhéran n'existe plus, puisque le « moi » de cette époque n'existe plus. Mais je le cherche, partout où je vais. Cela sera toujours dans mes pensées, dans mes rêves, et je sais que j'en resterai à jamais hantée. ◆

nage, pour montrer, pour la première fois dans le cinéma iranien, le vrai visage de la femme iranienne. Car elle n'est pas seulement la belle Persane romantique que vous imaginez, cette femme iranienne est une guerrière du quotidien, qui se bat pour exister dans la vie la plus banale.

CŒUR LOURD

J'ai dit oui à ce rôle, avec une nonchalance disproportionnée, je ne le concevais même pas comme une prise de risque, j'étais tellement assoiffée de liberté. On m'a posé la question : « Tu es sûre ? Parce que tu ne pourras plus jamais re-

(1) *I'm Deranged*, de et avec Mina Kavani au théâtre Athénée Louis-Jouvet (Paris IX^e) du 22 au 25 janvier 2025. En tournée d'octobre 2024 à mai 2025 à Angoulême, Brest, Guingamp, Saint-Herblain, Poitiers, Vandœuvre-lès-Nancy, Vire, en Allemagne et en Pologne.

Libération

Anne Hidalgo peut-elle décider seule du maintien des anneaux olympiques sur la tour Eiffel ?

L'Arcom a-t-elle mis en place un outil de signalement automatique sur X, comme l'en accuse Cyril Hanouna ?

Mort du gendarme Eric Comyn : la loi immigration aurait-elle permis d'expulser le suspect par le passé ?

Pourquoi Netflix a supprimé un épisode de la série « Mad Men » ?

**Vous demandez
nous vérifions**



CheckNews

LE MOTEUR DE RECHERCHE HUMAIN



Extrait du documentaire *A corps perdus*, mettant en avant plusieurs parathlètes avant les Jeux de Paris 2024. PHOTO ALBAN TURKAL / PALABRACKS

Jeux paralympiques : «La super-héroïsation des athlètes handicapés les déshumanise»

Pour Charlotte Puiseux, docteure en philosophie et militante handi-féministe, les discours qui glorifient les parcours des parathlètes, au détriment de leurs performances sportives, participent au validisme de la société.

Recueilli par
NOË MEGEL

Léguer une société plus inclusive. Telle est l'ambition affichée des Jeux olympiques et paralympiques, surtout dans une capitale française critiquée pour le manque d'accessibilité de son métro et de ses sites pour les personnes handicapées. Charlotte Puiseux, docteure en philosophie et militante «handi-féministe», alerte sur un certain «discours médiatique» faisant des parathlètes des personnes extraordinaires, occultant autant leur performance que, plus généralement, «les problématiques sociales du handicap».

Que pensez-vous des propos de Teddy Riner qui a qualifié les parathlètes de super-héros ?
L'un des gros problèmes des Jeux paralympiques, c'est la super-héroïsation des athlètes handicapés. Le discours médiatique est celui d'une mise en scène de ces personnes dans des destins de dépassement de soi, de transcendance de son handicap et de «leçon de vie» au détriment de la performance sportive. Toutes ces expressions, qui partent d'un bon sentiment des journalistes, participent à un discours validiste qui déshumanise les personnes handicapées. Une déshumanisation par le haut, car positive, mais qui les sort de l'humanité. Or nous nous battons justement pour avoir les mêmes droits et

opportunités que les personnes valides, et n'être ni discriminés, ni super-héroïsés. L'autre difficulté, c'est que ces discours mettent l'accent sur la volonté des individus, en racontant que les parathlètes qui l'ont voulu s'en sont sortis, ce qui pousse à faire croire que «quand on veut, on peut». Cela occulte les problématiques sociales du handicap. Si on dit que ces personnes handicapées ont réussi par leur volonté, cela voudrait-il dire que si d'autres sont discriminés au travail, dans la recherche d'un logement et si elles n'ont pas de vie affective ou sexuelle, c'est parce qu'elles ne veulent pas assez s'en sortir ? On voit bien qu'on met de côté toutes les discriminations systémiques dans ce discours.

Les Jeux olympiques sont-ils une compétition validiste ?
Oui, dans leur ensemble, les Jeux olympiques sont validistes. Comme il y a une culture de la performance et que les résultats des athlètes handicapés sont moins élevés que ceux des valides, cela discrimine les parathlètes. Je pense qu'il faut donc déconstruire cette compétitivité, cette idée de pousser les corps à l'extrême, de vouloir des perfor-

mances toujours meilleures, plus grandes, plus hautes. Cela me semble d'autant plus important quand on constate les dégâts que cela peut entraîner sur la santé. Des personnes valides ont déjà fini handicapées à cause de surmenages ou d'excès d'entraînement.

Les JO sont organisés dans une société capitaliste de la culture de la performance et de la compétitivité, sur fond d'enjeux économiques, politiques, de nettoyage social ou de contrôles policiers. C'est la même chose pour les Jeux paralympiques, même si ces derniers ont au moins le mérite de représenter des athlètes handicapés. Mais bien sûr, comme l'imaginaire des spectateurs donne priorité à la performance, ils ne prendront pas la même place que les JO.

Faut-il fusionner les Jeux olympiques et paralympiques pour lutter contre ce problème ?

C'est une question qui revient souvent, mais dont la réponse n'est pas si simple. D'un point de vue spectatrice, c'est assez frustrant de voir que les Jeux paralympiques sont organisés après et que la couverture médiatique, même si elle



tend à s'améliorer depuis Londres en 2012, reste moindre que celle des JO.

Mais comme l'explique la parathlète de badminton Milena Sureau, un mélange des deux Jeux se ferait sûrement au détriment des Paralympiques. Cette dernière prend pour exemple une conférence de presse mêlée, à laquelle elle a participé, et où les journalistes ne se sont tournés quasiment que vers les valides. Si vous mettez un ou une parathlète à côté de Léon Marchand, il ou elle aura beau avoir gagné toutes les médailles possibles, il n'y aura pas de comparaison. On vit dans une société validiste qui accorde plus d'intérêts aux valides,

alors fusionner les Jeux risquerait de supprimer cet espace médiatique réservé aux handicapés.

De manière générale, dans nos sociétés néolibérales et capitalistes, on se doit de garder un petit espace pour les cultures minoritaires, que ce soit les personnes handicapées, les personnes queers, ou d'autres catégories. Mais il faut garder en tête que, par définition, les catégories dominantes ne les rendront jamais égales, cela amènerait à leur autodestruction.

Comment appréhender ces Jeux paralympiques, alors ? Faudrait-il les boycotter ?

Je ne sais pas quelle est la meilleure position à adopter, mais je pense qu'il faut avoir pleinement conscience de ce validisme, pleinement écouter les parathlètes et refuser le discours des politiques qui se servent de l'événement. Et nous, personnes handicapées, devons profiter de l'espace médiatique qui est offert pour dénoncer les validistes, le manque d'accessibilité, notamment dans la ville de Paris.

Vous êtes docteure en philosophie. Si on essaie de prendre un peu de distance, comment est-ce que la philosophie grecque abordait ces questions du handicap ?

En Grèce antique, on estimait que les corps étaient représentatifs de l'âme intérieure. Et donc que les personnes étaient handicapées physiquement car leurs âmes étaient mauvaises. Il y a donc un lien qui était fait entre l'âme et le corps. Aujourd'hui, on est encore un peu bloqué sur cette idée. De façon moins brutale sûrement, mais il y a dans l'inconscient collectif l'idée que les déformations physiques sont le reflet d'un mauvais comportement. Ce qui revient à dire que les personnes handicapées sont responsables de leur corps et qu'on peut dédouaner la société. Or renvoyer la question du handicap à l'individu demeure très problématique. ♦

IDÉES/

Cyril Hanouna fait de la résistance

L'animateur de C8 a attaqué la décision de l'Arcom de supprimer la chaîne de la TNT. Une diatribe populiste qui justifie davantage les raisons de cette sanction, analyse François Jost, spécialiste des médias.

S'il voulait démontrer que *Touche pas à mon poste* (TPMP) n'était pas une émission pluraliste, Cyril Hanouna ne s'y serait pas pris autrement. L'animateur, dont l'émission était en pause estivale au moment de l'annonce du retrait de C8 de la TNT, a fait sa rentrée lundi. Une rentrée présentée comme un événement dont il est le héros : parcours à moto filmé par les caméras, attente devant le studio de Nelson Monfort, commentateur sportif bien aimé de France Télévisions, accueil par le directeur de la chaîne, Gérard-Brice Viret, qui cautionne ainsi par avance tout ce qui allait suivre. En juillet, quand la décision de l'Arcom est tombée, de nombreuses hypothèses ont été évoquées sur l'avenir de Cyril Hanouna : changement de chaîne à l'Intérieur du groupe Canal+, diffusion satellite ou sur la plateforme de streaming Molotov, émission de radio... C'était mal connaître l'animateur : la décision de l'Arcom ne prenant effet que début mars, il continue tout simplement à faire ce qu'il fait depuis des années. Lundi soir, il s'est donc lancé dans une longue contestation du bien-fondé de cette décision. Contestation performative, dans la mesure où, tout en défendant le pluralisme, il démontre par son attitude qu'il n'en tient aucun compte, et ne cherche pas le débat d'opinions contradictoires. Un tour d'horizon des chroniques ne révèle en effet aucune dissonance : « On tue la liberté d'expression », lance le nouveau chroniqueur Jean-Marc Sylvestre, ancien économiste venu de Russia Today France ; « Un petit groupe [l'Arcom] a le droit de vie et de mort » ; « On est dans une guerre idéologique en France, mené par la bien-pensance », etc. Le plus étonnant, c'est que la

plupart de ces chroniques « n'y croient pas », quelques-uns avouant même qu'ils n'étaient pas au courant de cette possibilité de non-reconduction. Aucun expert n'est convoqué sur le plateau pour expliquer les raisons de cette mesure. Pas de problème pour la chaîne : l'animateur le fait lui-même, agissant ainsi comme juge et partie. Pendant près de trente minutes, dans un silence de mort, Cyril Hanouna conteste donc « cette décision extrêmement grave ». Les visages sont allongés, c'est tout juste si les pleurs n'accompagnent pas ce long discours. Le présentateur montre d'abord le texte de la loi de 1986 relative à la liberté de communication, qui explique que la décision de cette autorité de régulation doit se fonder « en appréciant notamment l'intérêt de chaque projet pour le public, au regard de l'impératif prioritaire, de pluralisme, des courants d'expression socioculturels ». Mais, plutôt que d'en tenir compte ou d'expliquer ce texte, Cyril Hanouna enchaîne : « Pourquoi C8 n'a pas été retenu ? Je vais vous dire. Sachez-le, le premier critère pour être retenu dans une candidature, c'est l'adhésion du public. Or C8 est la première chaîne de la TNT. Elle caracole en tête. » Et Hanouna de sortir un argument pour le moins étonnant : « L'Arcom nous reproche d'avoir eu trop d'amendes, alors que c'est elle qui les a imposées ! » A aucun moment il n'explique que ces amendes sont la conséquence du non-respect des obligations de la chaîne, notifiées dans la convention qui la lie à l'autorité de régulation. La seule faute que reconnaît l'animateur, c'est une publicité clandestine. Rien sur ses propos en faveur de la peine de mort, rien sur l'obligation de retenue dans la diffusion d'images susceptibles d'humilier des person-

nes, sur la non-maîtrise de l'antenne ou sur les propos homophobes tenus dans son émission. « Personne ne le dit, mais je vous le dis, j'ai fait quelques conneries en direct, mais tout le bien qu'a fait cette émission par rapport au 0,01 % de ce qu'on a fait... » Le public de TPMP est maintenu dans l'ignorance. « La cible, c'est moi. Sachez-le. » Il se fait le héros du combat contre la « bien-pensance » que représenterait l'Arcom et l'émission *Quotidien*, sur TMC, qui sert constamment de repoussoir. « Une certaine élite vous dit ainsi qu'elle ne vous respecte pas », assène-t-il. Victimer la personne de l'animateur ne suffit pas. Il faut aussi victimiser tous ceux qui

travaillent pour la production d'Hanouna et pour la chaîne, ainsi que le public. « 400 personnes risquent de se retrouver au chômage, lance-t-il. Ils ont voulu me viser, mais en me visant, ils ont sacrifié toute une chaîne, tout un écosystème. » Puis le plus préoccupant arrive : l'incitation populiste d'Hanouna à contester une sanction fondée sur la convention signée par C8. D'abord par une plainte pour harcèlement contre l'Arcom. Ensuite par un appel au public à le rejoindre dans cette contestation : « Aujourd'hui, il y a l'Arcom qui me harcèle. On essaie de m'empêcher de travailler. Je me battrais jusqu'au bout pour les techniciens. Je me battrais pour la liberté d'expression. Je n'ai

pas envie de vous abandonner. On va se battre ensemble. » Le ton d'Hanouna est celui d'un prêcheur : « Sachez-le. Je vous le dis... » Ce qui veut dire, implicitement : « Ecoutez-moi les yeux fermés. N'allez pas vérifier ce que je vous dis, qui est la seule vérité. » En réalité, Cyril Hanouna est dans la situation d'un joueur de football qui, commettant une faute après un carton jaune, reçoit un carton rouge et refuse de sortir du terrain. Pourtant, il faudrait lui rappeler que, contrairement à ce qu'il veut faire croire à son public, le respect des règles est un des piliers de nos démocraties, et non une entrave systématique à la liberté d'expression. ♦

SIGNÉ BOGU



Par
FRANÇOIS JOST



Professeur émérite
à la Sorbonne-Nouvelle

CULTURE

«Zero Day»

À Taiwan, une série remue ciel et guerre

Pour la première fois, une production taïwanaise grand public aborde la possibilité d'une invasion militaire chinoise. Un sujet controversé qui a compliqué la réalisation du projet, encore en tournage.

Par
ADRIEN SIMORRE
Correspondant à Taiwan

La scène a lieu sur une petite crique de sable de l'archipel taïwanais de Kinmen, à 5 km des côtes chinoises. La nuit n'est pas tout à fait noire. En face, les gratte-ciel de la métropole chinoise de Xiamen diffusent un halo bleu qui se reflète sur la mer. Dans un petit bunker coincé entre les rochers, quelques jeunes militaires taïwanais guettent le rivage derrière des sacs de sable. Soudain, une dizaine de soldats chinois posent le pied sur la plage. Les coups partent, l'affrontement au corps à corps débute. La Chine vient de débiter l'invasion de Kinmen.

«Coupez!» crie la jeune réalisatrice Diana Chao, rompant l'ambiance pesante du plateau. La scène est à refaire. Le caleson-rose fluo d'un cascadeur a été aperçu à l'écran. Les acteurs s'esclaffent et la tension retombe. Le tournage est celui de la série taïwanaise *Zero Day*, dont la diffusion est prévue en 2025. Le feuilleton de dix épisodes imagine les sept jours précédant une invasion chinoise de Taiwan – sans se prononcer sur l'issue. Uniformes militaires, armes et bunkers: la scène est d'autant plus troublante que la Chine a augmenté ces dernières années ses manœuvres militaires autour de Taiwan et ne cache plus son intention d'annexer l'archipel démocratique, par la force s'il le faut. C'est la première fois qu'une production taïwanaise grand public aborde de manière aussi frontale cette éventualité. «On a tous un sentiment d'anxiété face à la possibilité d'une guerre qui se rapproche, surtout depuis l'invasion russe en Ukraine,

note l'ancienne journaliste Cheng Hsin-mei, productrice et coautrice de la série, en marge du tournage à Kinmen. *Je me suis dit que c'était un devoir d'exprimer ce sentiment collectif sous forme d'histoire.* » Les côtes fortifiées de l'archipel de Kinmen ont été logiquement choisies pour les quelques scènes d'invasion terrestre. Situé en face des côtes chinoises mais à près de 200 km de l'île principale de Taiwan, Kinmen tomberait facilement aux mains de Pékin, et a été le théâtre de combats et de bombardements jusqu'à la fin des années 50. Avant le tournage, chacun des membres de l'équipe a d'ailleurs brûlé un encens et murmuré quelques pensées aux esprits du lieu.

«RIPOSTER À LA GUERRE COGNITIVE»

Réaliser un tel projet est un exploit à Taiwan, où l'accès au marché chinois bâillonne une partie de l'industrie cinématographique. Face aux craintes de censure ou de représailles en Chine, les productions grand public restent généralement cantonnées à des schémas traditionnels au succès modéré mais garanti: films d'horreur, romances, comédies. Exit la relation avec la Chine, qui domine pourtant l'inconscient et les conversations des quelque 20 millions de Taïwanais. L'an dernier, une série à succès portant sur la vie politique taïwanaise, *Wave Makers*, a même éludé le sujet, pourtant au cœur des débats.

«À Taiwan, tout le monde s'autocensure, parfois même sur des projets qui n'ont pas vocation à être vendus sur le marché chinois», note la productrice Cheng Hsin-mei. En tant que scénariste, je ne peux pas tout le temps m'inquiéter de ces questions, sinon ça tue la créa-

tivité. » La première levée de fonds s'est soldée par un échec en raison d'investisseurs «qui refusaient de toucher à des sujets politiques» ou qui pensaient que «nous ne tiendr[ions] pas la pression», explique-t-elle.

Le projet n'aurait pu se faire sans le soutien du milliardaire Robert Tsao, ancien magnat des semi-conducteurs devenu le chantre de la mobilisation face aux pressions chinoises. «Il a fallu quelqu'un comme lui, prêt à soutenir haut et fort le projet, pour donner confiance à d'autres», assure-t-elle. Les investisseurs privés, dont l'opérateur téléphonique Chunghwa, et les agences publiques de soutien à la création artistique ont suivi.

Dans son appartement luxueux dominant le centre de Taipei, Robert Tsao minimise son soutien. «Je peine 500 000 euros». Depuis la reprise en main musclée de Hongkong par Pékin, le septuagénaire est rentré à Taiwan et a fait don d'une partie de sa fortune à des ateliers de défense civile. «Mon objectif est de riposter à la guerre cognitive que mène depuis des années la Chine à Taiwan», explique-t-il. Ce film peut aider à faire réfléchir les Taïwanais, car il y a encore beaucoup de gens qui croient que le Parti communiste chinois n'attaquera pas. Pour l'instant, je pense qu'ils ont trop de problèmes internes à régler, mais s'ils attaquent et que personne n'est prêt, alors c'est dangereux. »

La main invisible du marché chinois s'est malgré tout fait sentir. La production a bataillé pour trouver les acteurs, les réalisateurs et les équipes techniques, souvent inquiétés de l'impact du projet sur leur carrière. Certains contrats interdisent aux acteurs d'aborder des questions politiques des années après la sortie d'un film (une condition surnommée la

«clause Chine» dans le métier). Résultat, des équipes techniques ont demandé à être invisibilisées aux crédits, et au moins un comédien aurait songé à quitter le navire en cours de route, selon Robert Tsao. «Je suis allé le voir, je lui ai dit de ne pas avoir peur, que c'était du bluff», assure le milliardaire.

Parmi les têtes d'affiche de la série figurent des personnalités déjà bannies en Chine, comme l'acteur hongkongais Chapman To, qui joue le rôle d'un espion chinois. Mais les autres restent prudents, à l'image de la célébrité taïwanaise-américaine Janet Hsieh, choisie pour incarner la présidente taïwanaise – un rôle inspiré par l'actuelle vice-présidente, Hsiao Bi-khim. Avant l'interview, ses agents nous ont demandé à ne pas soulever de «questions politiques» ou «en lien avec le marché chinois». La condition est-elle liée à la collaboration de la comédienne avec Discovery, qui a lancé en février un programme télévisé controversé en partenariat avec le média d'Etat chinois CGTN ? «J'espère montrer au

«Ce film peut aider à faire réfléchir les Taïwanais, car il y a encore beaucoup de gens qui croient que le Parti communiste chinois n'attaquera pas.»

Robert Tsao milliardaire qui a aidé à financer le projet



monde que le cinéma taïwanais est capable de raconter des histoires diverses», déclare seulement Janet Hsieh à Libération, affirmant que son père lui a «raconté l'histoire de Taiwan» lors de sa préparation du tournage. La production a aussi dû composer avec un budget limité de 700 000 euros par épisode – bien en dessous de la moyenne française. De nombreux plans ont été tournés la nuit pour compenser le nombre limité de figurants. Et plutôt que de jouer sur des scènes de combats sanglants et spectaculaires, le scénario donne la part belle à l'angoisse de l'attente et aux dilemmes des personnages.

«TOUT CELA EST SI PROCHE DE NOUS»

Pensé en collaboration avec des spécialistes de la défense, le script débute par la disparition d'un avion militaire chinois dans le détroit, utilisé par Pékin comme prétexte à un blocus de Taiwan. Le système financier s'effondre et une partie des organisations criminelles taïwanaises organisent la rébellion armée en soutien à Pékin, comme ce fut partiellement le cas à Hongkong. Les écrans publicitaires des grandes villes taïwanaises sont piratés pour diffuser en boucle les images d'une présentatrice chinoise à la veste rose enjôignant, avec une politesse glaçante, les Taïwanais à «lever les mains en l'air» lorsque les soldats chinois arriveront.

Le mois dernier, un premier extrait de dix-huit minutes a suscité l'émotion à Taiwan. Rythmée par une mélodie angoissante de cloches, la bande-annonce donne à voir le choix cornélien des personnages, à l'image d'un jeune conscript qui choisit de rester à Taiwan alors

que sa famille quitte le pays. «J'ai 21 ans et j'ai pleuré en regardant ce trailer, car tout cela est si proche de nous, note un internaute. Il peut suffire d'un instant pour que la liberté et la démocratie disparaissent.»

L'extrait s'est attiré les critiques de certains membres du Kuomintang, le Parti nationaliste chinois – formation d'opposition favorable à un rapprochement avec la Chine –, qui ont dénoncé un scénario «loin de la réalité» qui «risque de créer la panique». «C'est vrai, peut-être que les gens auront peur en voyant ce film, mais on ne peut pas continuer à traiter la population comme des enfants», rétorque Robert Tsao, en référence à la dictature imposée par le Kuomintang aux Taïwanais jusqu'aux années 90. Il y a longtemps, le milliardaire a tatoué sur ses phalanges une partie d'un poème de l'ouvrage *Grande Étude* écrit par un disciple de Confucius. «Savoir faire une pause pour pouvoir réfléchir; réfléchir pour obtenir ce que l'on veut», disent en substance les vers. «On doit faire face à la réalité. Quand on comprend les choses dans leur complexité, alors on est en paix avec soi-même», assure-t-il.

Le succès commercial et la qualité de la série ne seront connus qu'à la diffusion intégrale des dix épisodes, l'an prochain. Mais la production a déjà rempli une partie de son objectif en ouvrant une brèche dans laquelle d'autres artistes taïwanais pourront s'engouffrer. «Cette série n'aurait pas pu se faire il y a quelques années, mais aujourd'hui, on voit bien qu'il y a assez de gens à Taiwan prêts à travailler sur des sujets sensibles, note la productrice. Ce type de projet va forcément devenir de plus en plus courant.»

CN D

Exposition
spectacles
rencontres
ateliers

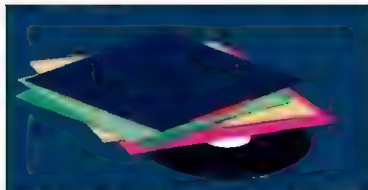
Pièces distinguées

14.10.24 > 4.04.25

20 ans du CN D à Pantin

7.12.24

Mette Ingvartsen, RUSH © Bea Borgers



PLUS VITE QUE LA MUSIQUE

Pop, rock, musiques électroniques... Chaque semaine, «Libé» vous aide à vous y retrouver dans l'actu des sorties.



On est fondés à se méfier d'un concept album dont les chansons déroulent un récit de science-fiction dans lequel les personnages se reprogramment à l'envi en s'insérant des LaserDiscs dans la tête. Sauf que : la défiance ne résiste pas à l'écoute d'*Imaginal Disk*, le deuxième album en forme de déferlante de ce duo florissant hyperactif sur les réseaux autant que dans sa pop dense et super dansante. On ne sait pas grande chose de Mica Tenenbaum et Matthew Lewin si ce n'est que Tabula Rasa, le groupe dans lequel ils officiaient avant, donnait dans le rock progressif sale et fier de l'être. La musique de leur duo est quant à elle indéniablement pop, optimiste et sans frontières, a fortiori sur cet *Imaginal Disk* décomplexé de tous les tabous esthétiques, au croisement des Bangles, ELO et Oneohtrix Point Never. **OLIVIER LAMM**

MAGDALENA BAY *IMAGINAL DISK* (Mom + Pop).



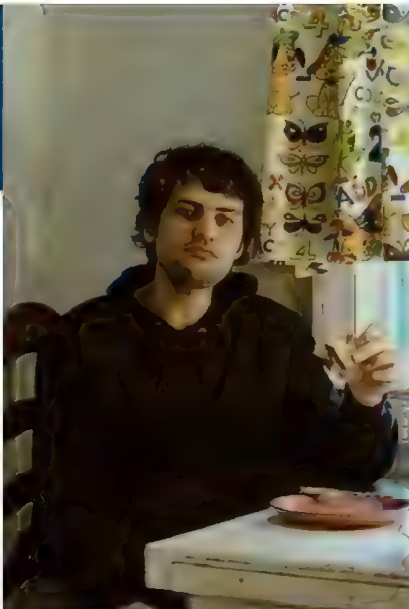
Pionnière des relations sensuelles entre shoegaze et ambient-dub gazeux, Seefeel est l'entité la plus élastique et énigmatique des années 90, ouvrant des champs magnétiques à en affoler les boules mais pas les charts. D'où leur relative confidentialité, compensée par l'admiration de leurs semblables (Apex Twin) qui justifie un culte jamais éteint. Le noyau central Mark Clifford et Sarah Peacock s'est mis en commun plusieurs fois, et leurs retrouvailles précédentes, en 2011 et en format quatuor, semblaient inaccomplies et hors phase. Ce mini-LP de six titres (un autre devrait suivre) renoue en revanche avec les sensations autrefois éprouvées d'une musique qui transcende la masse sonore la plus pure, comme sculptée dans les nuages et les songes. Visionnaires hier, ils récoltent enfin leur dû. **CHRISTOPHE CONTE**

SEEFEE *EVERYTHING SQUARED* (Warp).



Il fait une chaleur à crever, dans la chambre de votre appartement insalubre vous écoutez un album de Silver Jews. De l'autre côté du couloir, votre colocataire bastonne Skinny Puppy. Portes ouvertes, les deux disques se superposent alors que vous vous retrouvez tous deux dans la cuisine pour partager vos derniers buvards de LSD. A l'étage du dessus, le voisin prend sa douche en écoutant John Coltrane. Voilà en gros à quoi ressemble le cinquième album de Spirit of the Beehive, trio de Philadelphie mêlant alt-rock comateux, psychédéisme en gelée et beats industriels. Trente-huit minutes de grâce fracassée, tout en guitares liquides et bandes triturées, plus mélodiques et apaisées qu'à l'accoutumée mais toujours bourrées d'implacables tubes fantomatiques. **L.J.B.**

SPRIT OF THE BEEHIVE *YOU'LL HAVE TO LOSE SOMETHING* (Saddle Creek).



MJ Lenderman, étoile montante du rock indépendant.

PHOTO KARLY HARTZMAN

MJ Lenderman, à cœur ouvert

Avec son quatrième album aux mélodies cabossées et aux textes travaillés, le compositeur américain confirme son statut d'héritier d'un rock intemporel.

L'année avait pris son élan avec *Tigers Blood* de Waxahatchee, elle entamera sa descente avec *Manning Fireworks* de MJ Lenderman. Deux noms souvent évoqués dans le même souffle, collaborateurs (*Right Back to It* sur l'album de Waxahatchee) et parmi les seuls aujourd'hui en mesure de reprendre le flambeau d'un rock intemporel et incandescent, de cette usine à rêves impossibles, amalgame d'idées simples, images fortes et grands espaces, auquel MJ Lenderman apporte avec ce quatrième album une considérable contribution. Un disque où il se glisse sans gêne ni effort dans le costume du songwriter américain moderne, expert en mélodies cabossées et capable de désintégrer toute la rentrée littéraire en trois strophes – écoutez *Wristwatch*, si les deux premiers accords ne vous mettent pas immédiatement en miettes, les textes s'en chargeront.

Un petit frère naturel de Will Oldham et David Berman, qui

évoque ici sa récente rupture avec Karly Hartzman (chanteuse du groupe Wednesday, dont Lenderman est le guitariste) dans un mélange de réalisme cru, d'humour désespéré et de poésie démolie (*Bark at the Moon*, poignant titre final qui cite ouvertement Warren Zevon et Ozzy Osbourne). Un Teenage Fanclub à lui tout seul, aérien, évident, imparable (*On My Knees*). Un cousin plus futé du J Mascis de Dinosaur Jr., capable de vous ensevelir sous un blizzard ferrugineux sans en faire des tonnes (les guitares hurlantes de *She's Leaving You*).

Dans son livre sur les Rolling Stones, le journaliste américain Rich Cohen écrivait qu'avec *Wild Horses*, Mick Jagger et Keith Richards avaient écrit non seulement le titre vers lequel tous leurs rêves et leurs aspirations convergeaient mais aussi celui qui incarnait, dans son intention et son influx, le but ultime de tout musicien, quel qu'il soit. Il n'y a aucune chanson ici du niveau de *Wild Horses*, mais mis bout à bout, les neuf titres de *Manning Fireworks* atteignent le même horizon. Très grand disque.

LELO JIMMY BATISTA

MJ LENDERMAN *MANNING FIREWORKS* (Anti-).



Un an après sa mort, qui révéla à qui en doutait encore l'importance de Wayne Shorter, vient de paraître un premier inédit sur lequel il semblait que le saxophoniste travaillait avec l'ingénieur du son Rob Griffin. Soit un concert de son

monumental quartet à Stockholm en 2014, qui devait faire partie d'un ensemble d'enregistrements intitulé «Unidentified Flying Objects», mais qu'il rebaptisera *Celebration* dix jours avant de quitter ce monde. On y entend le poète du son, au sommet de son art, tout en ésotérique retenue et étonnantes circonvolutions, sublimé par trois partenaires – le batteur Brian Blade, le pianiste Danilo Pérez et le contrebassiste John Patitucci – qui surent vingt ans durant se mettre au diapason de l'étrange beauté de ses compositions. Sitôt le disque posé sur son sillon, s'installe un climat de l'au-delà, du jazz comme du reste, et irradie dans toute la pièce un sentiment de plénitude. **JACQUES DENIS**

WAYNE SHORTER

CELEBRATION, VOLUME 1 (Blue Note)



Capri, c'est jamais fini. Dans les jardins de la villa Lysis, où ils étaient invités pour un festival, les tourtereaux nomades ont commencé à convoquer en 2021 les fantômes de l'île italienne – mais pas Hervé Vilard – pour une dérive «musicalement et onirique» en trois langues. L'héritière Modiano en a déjà tiré un roman et avec son amoureux suédois, c'est une farandole de jolies chansons turbulentes aux inspirations larges comme la baie de Naples qui ont découlé du spectacle donné alors, et qu'ils livrent désormais en album. Ne comptons pas sur eux pour les cartes postales rituelles, car le fond de leur inspiration reste intact, et jorgne tant vers la Californie de Laurel Canyon qu'en direction de la chanson frenchy ou de la pop scandinave en bois naturel. **Bellissimo. C.Co.**

PETER VON POEHL et MARIE MODIANO

CAPRI, BALLAD OF THE SPIRITS (Nost and Sound).



Interprète majeur des concertos de Brahms, de Dvorák, de Britten, de Dutilleul et de Ligeti, le violoniste Augustin Hadelich témoigne de la même musicalité exigeante et chaleureuse dans ce «road trip américain», gravé avec

le pianiste Orion Weiss. Encadrés de tubes pour attirer le chaland de *Barrio* et *Fiddle* de William Kroll, la *Romance Op. 23* d'Amy Beach, le *Some-where* de Bernstein, la *Sonata n° 4* polytonale d'Ives et le répétitif *Road Movies* d'Adams sont défendus avec une précision et un lyrisme galvanisants. Le clou du CD restant *Netsuke*, du génial Stephen Hartke, conjugué frénésie bartokienne, accents ragtime, sons claqués ou fils de la musique japonaise, et exquises éclats d'atonalité lunaire. **ÉRIC DAHAN**

AUGUSTIN HADELICH *AMERICAN ROAD TRIP* (Warner).



Ghalia Benali et Kiya Tabassian (au centre), entourés de l'ensemble Constantinople.
PHOTO MICHAEL SLOBODIAN

«Sur les traces de Rûmî», regards persans

Au festival Arabesques, Kiya Tabassian et sa formation, l'ensemble Constantinople, mettent en musique avec Ghalia Benali le poète et mystique du XIII^e siècle.

On ne croira pas tout à fait au hasard quant au choix d'honorer le plus grand poète persan en guise d'introduction du festival Arabesques, qui se déroule de mardi au 20 septembre. A l'heure où l'on cherche à opposer des communautés sur l'autel de la religion, en revenir à Rûmî est le meilleur moyen de nous prémunir de toute forme d'inquisition. C'est en tout cas l'une des volontés de Kiya Tabassian, natif de Téhéran et résidant à Montréal. Pour avoir grandi avec l'auteur né voici plus de huit siècles à Balkh, il aura longtemps attendu avant de «trouver une idée originale, qui mette en perspective la pluralité de ce poète philosophe».

Il la trouvera en rencontrant en 2018 la chanteuse Ghalia Benali. «Elle est la personne idéale pour chanter Rûmî en arabe. Au-delà du fait qu'elle soit une chanteuse extraordinaire, elle est une artiste qui vit sa passion à chaque moment de sa vie», explique le créateur de l'ensemble Constantinople, qui depuis 2001 investit les musiques médiévales pour y trouver matière à créer des œuvres contemporaines.

Spirale. C'est ainsi qu'il a extrait du *Dîwân-e Shams-e Tabrizî*, l'une des œuvres majuscules de Rûmî écrite en l'honneur de son guide spirituel, pour donner corps à un disque qu'ils enregistreront un an plus tard. Intitulé *Sur les traces de Rûmî*, il révèle une face peu connue du Persan, démontrant que «la poésie de Rûmî repose sur une pensée qui dépasse les questions de langues et se joue de frontières. Les modes persans et les maqams arabes ont les mêmes racines modales. En fouillant dans les origines, on se rend compte que ces musiques jaillissent de la même source», reprend celui qui fête du setâr iranien depuis ses onze ans, compose aussi bien des œuvres symphoniques que des pièces où l'improvisation a toute sa place. «A chaque nouveau concert, on ajoute des éléments, parce qu'on veut garder cette liberté de créer et cette capacité à nous surprendre», insiste-t-il. Et ce faisant, l'ensemble constitué de cordes – kanoun, kemence, oud et gheychak – et de percussions est tout à fait raccord avec la féconde façon du mystique qui «improvisait ses poèmes en chantant. Sa poésie est née en musique». De quoi enchanter Ghalia Benali qui s'est chargée de mettre en musique cette poésie. Dotée d'une voix grave reconnaissable du premier coup d'oreille, cette autodidacte a elle aussi développé un regard multiple sur le poète. Née à Bruxelles, elle a grandi à Zarzis, en Tunisie. Elle incarne cet entre-deux-mondes, à mille lieues de toute orthodoxie. Et tant pis si certains l'ont interpellée sur le fait qu'elle ose chanter un soufi! «J'aime à penser qu'il s'agit surtout de plonger dans une expérience, de ne pas chercher à tout comprendre mais plutôt de se laisser porter, de lâcher prise pour laisser place au ressenti. Les instruments nous prennent en charge pour décoller vers un autre monde et ce monde au final, c'est vous. Il s'agit de s'écouter soi-même. Ce projet, c'est aussi une invitation à l'introspection.»

Mieux qu'une relecture, plus qu'un hommage, il s'agit avant tout d'un dialogue avec l'actualité, puisqu'aux textes louant l'amour divin s'ajoutent des écrits de contemporains. «Nous sommes trop petits face à cette immensité. Nous en donnons simplement notre lecture en créant un moment artistique qui marche dans ses pas. C'est un voyage continu, il faut marcher pour avancer», reprend Kiya Tabassian, en phase avec la pensée en spirale

de celui qui inspira les élans des derviches tourneurs. «On tourne en évoluant, l'idée est d'ouvrir à 360 degrés le regard pour avoir une vision plus globale, plus juste.» Ils s'inscrivent donc dans les traces, intégrant des textes d'un rappeur syrien réfugié à Istanbul et un de l'Egyptien Salamony Ahmed «qui parle comme si c'était la première prière qu'un homme aurait adressé au ciel, à l'univers», reprend Ghalia Benali, pour qui les écrits de l'illustre «maître» échappent à toute temporalité. «Rûmî démonte tout le temps les idées reçues, avec une poésie où chacun trouve le sens qu'il veut. A toute époque, on peut y trouver des réponses à nos questionnements.»

Altérité. Qu'est-ce que ce grand mystique, né en 1207, peut encore nous enseigner au siècle 2.0? La liberté de penser, telle que magnifiée par les versets ésotériques de celui qui est un passage obligé pour tout Iranien. «Il y a dans son œuvre une pensée très avant-gardiste qui reste contemporaine, assure Kiya. Rûmî était dans une quête perpétuelle, un flot continu qui irrigue sa pensée.» Le Persan incarnait l'heure l'altérité chère à Edouard Glissant, tout comme il partage à des siècles de distance avec le philosophe antillais une subtile complexité qui diverge des pensées des plus basiques, tout indiqués pour comprendre les enjeux actuels, confirme Kiya Tabassian. «J'ai ce devoir, en tant qu'être humain et aussi qu'artiste, d'amener sur scène ces pensées pour les faire circuler au plus grand nombre.»

JACQUES DENIS

SUR LES TRACES DE RÛMÎ de l'ENSEMBLE CONSTANTINOPLE et GHALIA BENALI
Mardi à 20 heures à l'Opéra Comédie de Montpellier, au Festival Arabesques.



Parcours mode bijoux design

Musée des Arts décoratifs
3 av. - 10 nov. 2024
Réservation sur madparis.fr
107 rue de Rivoli, Paris 1^{er}

mad

»»»»»

»»»»»

Mêlée mélo

Florian Grill Candidat à sa succession, le président de la Fédération française de rugby fait face à différentes affaires qui témoignent de l'archaïsme d'un sport qu'il voudrait moderniser.



«C'est un type qui aime le contact», raconte son ami Jean-Charles Mascetti. Il se plaît dans ses sessions hebdomadaires de débat avec le président d'un club en difficulté, les parents qui sont à la fois restaurateurs, chauffeurs et supporters. Outre l'attrait politique de tels déplacements, Florian Grill aime les barbecues – on lui fait souvent le jeu de mots – le vin et la franche camaraderie.

Elections obligent, les adversaires de Florian Grill dans la course à la fédé voient dans ces actions une mise en scène. Un habit costume porté par un acharné de travail qui est un *alum* d'école de commerce, un expert de la communication ayant passé sa vie dans des cercles parisiens. Mais Mascetti, son ami de longue date, y voit un «alignement avec ses valeurs et son parcours». Bien qu'il soit né, qu'il ait grandi et fait carrière dans la capitale, Florian Grill a tout d'un «faux parisien» selon ses proches. Sa mère a repris l'exploitation viticole familiale dans l'Hérault. La trajectoire de son père est un exemple de la définition très bourdieusienne du «miraculé». «Il a fait Polytechnique en étant enfant de quinquillier et a travaillé sur les chantiers navals.» De quoi renforcer la «valeur travail» propre à la tradition

familiale protestante. Finalement, ses parents ont posé leurs valises à Paris et ont multiplié les trajets vers le sud où le jeune Florian, ses deux sœurs et son petit frère ont passé la majorité de leurs vacances. C'est à 11 ans que Florian Grill est tombé amoureux du ballon ovale, en poussant les portes de la section rugby du Paris Université Club. Match après match, l'adolescent s'est imposé comme deuxième ligne de son club du XII^e arrondissement parisien. Même en classe préparatoire, il portait le brassard de capitaine. De ces années, Florian Grill garde de vifs souvenirs des moments passés hors du terrain. Il peut encore décrire avec précision un couple de bénévoles. Les souvenirs des «apéros pour célébrer une victoire» ou «se reconforter après une défaite» sont, eux, moins vivaces. Mais jamais ces «débordements» ne sont sortis du cadre de l'amusement, raconte-t-il, sans cacher la référence à la tournée argentine cauchemardesque de juillet. Il revient sur son arrivée en catastrophe à Buenos Aires. Le «coup de poing dans le ventre» quand il a pris connaissance des détails des accusations de viols portées contre Oscar Jégou et Hugo Auradou. «S'ils sont avérés, les faits sont extrêmement graves», souffle-t-il. Si les joueurs ont évité «l'horrible prison de Mendoza», ils n'ont pas pu quitter l'Argentine pendant deux mois, avant d'y être finalement autorisés par la justice locale, mardi. Quand on le rappelle le lendemain, Florian Grill salue «une nouvelle avancée vers la vérité judiciaire des faits», accueillant, comme la fédé, avec «satisfaction» cette décision sans encore se pencher sur d'éventuelles sanctions : «Il faut laisser la justice argentine faire son boulot.» Reste «l'inadmissible» affaire Melvyn Jaminet qui s'est fendu de réflexions racistes. «Il ne faut pas avoir la main qui tremble», affirme Florian Grill préfigurant la suspension de huit mois et demi infligée depuis au joueur français par la fédé.

Le travail pour purger le rugby de sa misogynie, de son racisme et de son virilisme est encore long, mais Florian Grill bombe le torse et reste optimiste. «Les filles se sont approprié le rugby», se défend-il en nous expliquant les règles de la variante mixte jouée à cinq sans plaquage. Le candidat refait surface, défend sa vision d'un sport «ouvert à la diversité» qui «crée des liens» à l'heure de l'essor des sports «subérisés» où chacun reste. Pourrait-il récupérer le poste de la ministre démissionnaire Amélie Oudéa-Castéra ? Jamais, s'esclaffe-t-il. La politique n'intéresse que très peu celui qui ne s'épanche pas sur son vote. «Droit de réserve oblige.»

Son été aurait pu se finir là, mais la tragique disparition de l'international des moins de 18 ans Medhi Narjissi en Afrique du Sud a fini d'achever la tumultueuse année de Grill. Dernier choc, fin août, l'opposition du comité directeur de la FFR a déposé une motion de défiance et demandé sa démission. Florian Grill y a pensé avant de se raviser. Il a préféré convoquer des «États généraux du rugby» pour redéfinir les règles de vie des équipes de France. Relance de campagne ou ultime soubresaut ? Florian Grill s'en remet aux clubs locaux. ➤

Par **LUCAS ZAI-GILLOT**
Photo **FRÉDÉRIC STUCIN**

I l'a la tête de l'emploi, la carrure et la poigne aussi. Depuis juin 2023, Florian Grill est le président de la Fédération française de rugby (FFR) et ses larges épaules d'ancien deuxième amateur ont déjà eu à encaisser plusieurs chocs : une Coupe du monde à domicile soldée par une défaite précoce du XV de France ; une tournée en Amérique du Sud gangrenée par le racisme et les violences sexuelles et la tragique noyade d'un jeune espoir en Afrique du Sud. Quand nous le rencontrons, fin juillet, Florian Grill nous accueille avec un grand sourire, mais une mine fatiguée. Il est rentré il y a peu de Buenos Aires, les Bleus n'ont pas encore été sacrés champions olympiques de rugby à VII et il vient tout juste de lancer sa campagne électorale pour garder la tête de la fédé. «Je suis crevé», lance le grand gaillard de 58 ans en entrant dans sa maison cosuée cachée dans le quartier parisien de la Mouzaïa (XIX^e). Il se laisse tomber dans le canapé en cuir rouge de son salon un peu arty, se sert quelques cacahuètes et pose son téléphone qui ne cesse de vibrer.

Entre les photos de sa fille et de son fils et les sculptures d'art contemporain, une bibliothèque bien fournie trône dans la pièce à vivre. «Je ne lis pas beaucoup, rigole-t-il quand on lui demande son livre favori. Sauf *Midt olympique*.» Le capitaine

de la fédération doit bouger, sinon il «s'emmerde». Il ne reste que deux à trois jours par semaine «grand max» chez lui. Du lundi au mardi, il enfle sa casquette de patron d'une entreprise de conseil en média et publicité, CoSpirit. Le mercredi, il pose son ordinateur au Centre national du rugby à Marcoussis (Essonne), où siège la FFR. Le reste de la semaine, il préfère arpenter les routes de campagne, avec sa femme, pour aller à la rencontre des bénévoles qui s'occu-

pent des près de 2000 clubs de l'Hexagone. Car Florian Grill a annoncé mi-juillet qu'il était candidat à sa succession pour les élections en octobre contre le candidat de l'opposition Didier Codorniou. En juin 2023, Florian Grill avait été élu pour terminer le mandat de Bernard Laporte, contraint de démissionner après sa condamnation en première instance pour corruption. Alors, comme s'il déroulait un pitch d'école de commerce, le diplômé d'HEC récite son plaidoyer.

«Le rugby, c'est le deuxième sport en médiation, mais le dixième en nombre de licenciés. Pourquoi ?» Lui-même donne la réponse : «Le maillage territorial est trop faible.» Problème, solution. Le pitch est efficace. Il faut recréer des écoles, décentraliser l'ovalie française, la déstabiliser, la féminiser et remettre les bénévoles et le rugby amateur en son cœur.

LE PORTRAIT

FAISONS

EXPOSITION,
ARTS VIVANTS,
ÉCOUTES
ET CONFÉRENCES,
ATELIERS...

CORPDS

RÉCITS INTIMES, HISTOIRE COLLECTIVE



Jusqu'au 04/01/2025

37 RUE DE TURENNE
PARIS 3^e



Gratuit - Tout public
maifsocialclub.fr



MAIF - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables - CS 90000 - 79038 Niort cedex 9. Entreprise régie par le Code des assurances.
MSCORPDS - 05-2024 - Conception et réalisation : Studio de création MAIF - Crédit photo : © Daisy Collingridge.